56e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 3 19 JANVIER 1939

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

CHRONIQUE D'APOSTOLAT SOCIAL

SOMMAIRE

I. LES CLASSES MOYENNES. — 1. Pourquoi en parler aujourd'hui ? — 2. Définition et recensement. — 3. Rôle social. — 4. Difficultés d'ordre économique. — 5. Difficultés d'ordre moral. — 6. Organisation actuelle. — Conclusions.

II. L'ESPRIT SOCIAL A TRAVERS LES REVUES. — 1. L'explication de nos discordes et le secret d'y remédier *(Revue apologétique)*. — 2. Pour une mystique familiale *(Dossiers de l'A. P.)*. — 3. Les Syndicats professionnels français : documentation impartiale propre à éclairer les consciences *(Dossiers de l'A. P.)*. — 4. Sur la résistance aux enseignements de l'Eglise *(Chronique sociale de France)*.

III. BIBLIOGRAPHIE. — 1. Ch. Bodin : *La doctrine sociale de l'Eglise et la Science économique*. — 2. Céline Lhotte et Elisabeth Dupeyrat : *Le Jardin flétri*. — 3. Marguerite Baur : *L'Amour au foyer*. — 4. F. Delvaux : *On dirait des saints*. — 5. G. Goyau : *Apôtres du Christ et de Rome*. — 6. Armand Praviel : *Belzunce et la peste de Marseille*. — 7. Pierre Cras : *La fidèle histoire de S. Jean Bosco*. — 8. XXX : *Le Problème de l'individu et de la Société ; — Le Problème de l'expansion*. — 9. Antoine Allard : *Demander pardon aux morts*. — 10. Chanoine Tiberghien : *Comment se cultiver*. — 11. Chanoine Glorieux : *Notre Chef le Christ ; — Dans le Prêtre unique*. — 12. Abbé J. Pihan : *Pour former vos chefs d'équipe*. — 13. Chanoine Thellier de Poncheville : *L'enfance sacerdotale de Jésus*. — 14. R. P. Sineux, O. P. : *La Vierge dans notre vie*. — 15. Abbé H. Honoré : *Cinq minutes avec Notre-Dame ; — Cinq minutes avec ton prochain*. — 16. Colonel de Gaulle : *La France et son armée ;* — Robert de Marolles : *Aviation école de l'homme*. — 17. Jean d'Avignon : *Si j'étais riche*. — 18. Abbé Mazioux : *Dans le champ du Père*. — 19. *Avec le Christ*. — 20. R. P. Desplanques, S. J. : *La Messe de ceux qui ne sont pas prêtres*. — 21. Chanoine H. Bourgeois : *Petites méditations pour les principaux jours de l'année*. — 22. *Ce Sacrement est grand*. — 23. Joseph Folliet : *Tu seras orateur !*

I. — LES CLASSES MOYENNES

1. — Nous nous sommes un instant demandé s'il ne conviendrait pas de renvoyer à plus tard l'étude des problèmes qui se posent à l'esprit au sujet des *classes moyennes*. La Commission des *Semaines Sociales* a déjà fait connaître son intention de consacrer à la notion de classe sa 31e session qui doit se tenir à Bordeaux l'été prochain ; dès lors ne conviendrait-il pas d'attendre que les leçons des doctes professeurs des Semaines aient déblayé un terrain aussi difficile, avant de nous y aventurer ?

Deux considérations pratiques nous ont portés à passer outre. Les classes moyennes, en qui tous aujourd'hui s'accordent à reconnaître un magnifique réservoir de forces intactes, d'une valeur inestimable pour l'avenir de notre pays, avant de bénéficier de ce regain d'estime, — bien platonique d'ailleurs jusqu'à présent, et de la part de quelques-uns plus que suspect, — n'étaient que trop fondées à se plaindre d'être, avec la population des campagnes, éternellement sacrifiées, dans les compétitions qui mettaient sans cesse aux prises les autres éléments de la société. Ajourner encore l'étude de leur situation et l'examen de leurs doléances, même dans le dessein d'en parler plus pertinemment... plus tard, toujours plus tard, n'est-ce pas mal répondre au désir, combien légitime, de ceux qui dès aujourd'hui se posent des questions qu'on ne peut pas quand même éluder indéfiniment ?

Et puis, on se doute bien que nous n'avons pas la prétention d'épuiser le sujet. Si les problèmes sociaux apparaissent toujours, à qui veut les étudier en réaliste et non pas en idéologue, d'une complexité qui n'a d'égale (certains l'oublieraient volontiers) que leur urgence, on se doute bien qu'il n'y aura pas d'exception pour celui-ci, à la solution duquel on a jusqu'à présent si peu travaillé. Aussi nous semble-t-il possible de dégager déjà certaines données de fait et de droit dont la proposition ne sera pas inutile. D'excellentes études trop peu connues nous y aideront, tels le n° spécial donné en mai 1937 par *Jeunesse*, organe de la *Jeunesse Indépendante Chrétienne*, le rapport de M. l'abbé Catrice au congrès des Secrétariats sociaux en juin 1937, et surtout peut-être l'article où les *Dossiers de l'Action Populaire* ont si heureusement exposé « Ce que pensent les classes moyennes » (25 février-10 mars 1938).

Nous ne serons pas pour autant empêchés d'y revenir quand nous aurons le moyen de le faire, même (et pourquoi pas ?) si mieux informés alors nous étions amenés à modifier des appréciations qui nous paraissent très justes aujourd'hui. Car Joubert parlait en honnête homme quand il a dit : « Ceux qui ne se rétractent jamais s'aiment plus que la vérité. »

2. — La première disgrâce des classes moyennes, et non la moindre, car elle est au principe de beaucoup d'autres, c'est la difficulté qu'on éprouve à les bien définir. Le nom qu'on leur donne les situe tant bien que mal (et plutôt mal que bien) sur le champ de l'économie : entre le capital et le travail. Il semblerait qu'elles soient distinctes de l'un comme de l'autre, et elles le sont au moins en ce sens que travailleurs et capitalistes répudient volontiers toute solidarité avec elles ; mais cela ne

les empêche pas de porter parfois au maximum la peine des uns et le souci des autres. En réalité,

« les éléments psychologiques constituent l'un des critères les plus décisifs de ce qu'on appelle les classes moyennes. Cet ensemble de traits se rencontrent tous ensemble, presque uniquement dans les milieux urbains qui vivent à la fois du capital et du travail, c'est-à-dire qui unissent aux revenus plus ou moins importants de leur fortune personnelle, un appoint constitué par leurs bénéfices, leurs salaires ou leurs honoraires. De plus, ils cherchent une situation qui exige un effort intellectuel plutôt qu'un effort physique et s'efforcent d'acquérir, au cours de leur carrière, un poste qui mettra en relief leurs qualités intellectuelles et leur attirera de la considération. Ce sont principalement les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprises, beaucoup des employés de bureau destinés à devenir des chefs de service, et les membres des professions libérales. » (*Jeunesse*, janvier 1935).

On aura déjà fait une remarque. Tandis que d'autres éléments sociaux caressent l'espoir (fondé ou non, ce n'est pas ici le lieu d'en discuter) d'améliorer leur propre condition à la faveur de ces bouleversements dont l'actualité nous offre des exemples variés, les classes moyennes redoutent beaucoup plus qu'elles ne la désirent l'aventure, quelle qu'elle soit. Quiconque a pu, par son épargne, se constituer une réserve, même modeste, dont la sécurité dépend du maintien de l'ordre et de la stabilité du crédit public, même s'il souhaite des réformes, le fera sur un autre ton, mettra en œuvre d'autres moyens que celui qui n'a rien à perdre. Et l'on comprend pourquoi les protagonistes de la violence, toujours en quête de bonnes raisons pour réclamer une meilleure rémunération du travail, ne semblent pas se préoccuper fort du gaspillage où des salaires magnifiques se volatilisent trop souvent. L'ouvrier économe, quand il n'est plus « esclave de son salaire », rejoint bientôt les classes moyennes : c'est même ainsi qu'elles compensent les pertes qu'elles subissent constamment du fait de la *reprolétarisation* de tous ceux qui n'ont pu ou su se maintenir.

Cet attachement à la paix et à l'ordre serait-il donc l'indice d'un conservatisme étroit, la marque d'un égoïsme méprisable ?... Les classes moyennes renferment, bien sûr, des éléments d'inégale valeur, et le respect de la vérité nous fera un devoir de leur reconnaître, comme à tout ce qui est humain, des défauts. Cependant la première et la plus universelle raison de la tranquillité des classes moyennes est ailleurs. Maurice Ollivier a proposé de les définir « celles qui vivent sous le signe de la liberté et de la responsabilité *illimitée* ». C'est assez juste. Ailleurs, dans le haut patronat comme dans le salariat, il est aujourd'hui trop fréquent de voir la personne absorbée, tout au moins économiquement, par la collectivité qui ne la couvrira de certains risques qu'en restreignant, jusqu'à la supprimer parfois, sa liberté d'action. Grèves et lock-out peuvent être imposés à des hommes qui les trouveront injustes et contraires à leurs intérêts. En regard de cette sujétion, l'autonomie de l'homme des classes moyennes a été très exactement décrite par l'organe du mouvement correspondant de Jeunesse catholique spécialisée :

« Il est trop évident que les jeunes commerçants, avocats, artisans, notaires, etc., auxquels s'adresse la *J. I. C.* se caractérisent tout spécialement dans la société par leur indépendance économique (indépendance actuelle ou prochaine), indépendance qui ne veut pas dire qu'ils sont à l'écart de la communauté, mais qu'ils exercent ou exerceront leur profession sous leur seule responsabilité, qu'ils travaillent ou travailleront à leurs risques et périls. Ceux mêmes que leur situation place sous la coupe d'un chef d'entreprise possèdent ou possèderont le plus souvent cette modeste aisance, ce capital familial qui leur permet de ne pas être à l'entière merci d'un caprice directorial, d'une maladie ou de la malchance. C'est surtout sous l'angle de la psychologie qu'il est juste de dire de nous *Jeunesse indépendante* ou mieux *Jeunesse qui a le goût de l'indépendance, de la responsabilité.* »

C'est bien cela. Tandis qu'ailleurs le goût du risque baisse de plus en plus, que l'idéal, pour beaucoup, c'est la sécurité du fonctionnaire, emploi et salaire assurés, défendus par un bon syndicat cégétiste, retraite pas très copieuse peut-être mais certaine (un collier, c'est si peu de chose !...), il reste encore en France des hommes pour qui l'indépendance vaut bien d'être achetée au prix de tout le reste [1]. Ce n'est pas encore assez dire. « L'évolution moderne de la technique a provoqué, en même temps que l'apparition des grandes concentrations ouvrières, la multiplication du petit patronat. Si le premier phénomène est le plus apparent, il n'est pas démontré qu'il soit le plus important. L'automobile a-t-elle plus rassemblé de salariés dans des usines ou plus institué de patrons dans des garages, des auberges et des fabriques d'accessoires ? La T. S. F. a-t-elle amené plus de formations de grosses entreprises ou plus d'éclosions d'ateliers artisanaux ? Et les conséquences indirectes des inventions contemporaines — rapidité des transports, diffusion de l'énergie — n'ont-elles pas encore ajouté à ces influences de décentralisation ? [2] »

Et voici des chiffres. Difficiles à fixer aisément, faute de statistiques détaillées, ils peuvent être approximativement établis d'après les données que fournissent les recensements officiels. D'après le rapport de M. l'abbé Catrice,

« il y aurait en France près de 5 millions exploitants agricoles, 1.500.000 artisans, 1.500.000 commerçants (petits et moyens) indépendants, exerçant une profession à leur compte, 1 million environ d'employés principaux, techniciens, représentants, gérants, etc., 300.000 de professions libérales, 200.000 fonctionnaires principaux.

Au total, environ dix millions de Français exerçant une profession ou occupant une situation se rattachant aux Classes Moyennes. Or, la classe ouvrière comprend environ 11 millions de travailleurs (ouvriers et employés). On peut ainsi constater que les Classes Moyennes peuvent à peu près rivaliser d'importance avec la classe ouvrière. Et encore faut-il ajouter aussitôt que la seule estimation numérique ne peut donner qu'une idée inexacte de leurs valeurs relatives. Il serait nécessaire, en effet, de tenir compte également de la place proportionnellement beaucoup plus importante occupée dans le pays par les Classes Moyennes au point de vue intellectuel, social, financier et

[1] *Temps Présent* (2 déc. 1938) a cueilli dans le *Populaire* cette annonce de la loterie nationale : « SI J'ÉTAIS LE PATRON. — S'établir, gérer sa propre entreprise, n'est-ce pas le rêve de tous ceux qui travaillent ? A votre tour, combien de fois n'avez-vous pas envisagé de créer une industrie ou un commerce qui vous procurerait une vie plus libre et plus large ?... »
Et c'est parfait. Nous n'ajouterons qu'une chose : le vœu que la rédaction du *Populaire* s'inspire désormais habituellement de cette sagesse, dont nous n'oserions pas garantir la parfaite orthodoxie marxiste.

[2] Jean Barral, *Aube* du 8 février 1938.

économique. Ces chiffres illustrent enfin d'une manière saisissante la force dont pourrait disposer le mouvement classe moyenne, si à l'état d'anarchie dans lequel vivent actuellement ces différentes professions, succédait un esprit d'union et d'entr'aide concrétisé dans les organisations professionnelles sérieuses et disciplinées. »

3. — On ne saurait trop insister sur cet aspect du problème, qui suffirait à en marquer toute l'importance. Entre le prolétariat et les sphères dirigeantes de la vie économique, les classes moyennes sont un facteur d'équilibre, un Tiers-Etat très différent dans son esprit de celui qui le premier illustra cette appellation, mais dont l'action peut devenir aussi décisive. On l'a remarqué en effet plus d'une fois : l'équilibre, si souvent envié dans le passé, de notre pays, a pour une large part son explication dans une répartition meilleure de la propriété, autrement dit (l'expression est d'Ernest Pezet) « dans la profondeur de la couche moyenne de sa population, dans son importance numérique, dans la sève puissante et sans cesse renouvelée de sa vitalité organique ». Et quand, pour la première fois, en 1936 on a pu se demander un moment si du heurt violent des deux classes extrêmes n'allait pas résulter un bouleversement total, « c'est que la guerre et les crises monétaires et économiques d'après-guerre, aggravées par les poussées de l'étatisme et les conséquences fiscales de l'appétit budgétaire avaient, pour la première fois, troublé l'admirable et sain organisme économico-social des classes moyennes. »

Elles ont repris, si besoin en était, conscience de leur valeur. Et il serait aussi puéril de leur en faire grief que ridicule d'attendre d'elles une action calquée, en ses méthodes, sur ce à quoi d'autres nous ont habitués. C'est ce qu'a fort heureusement rappelé à certains qui semblent l'oublier M. Léon Bérard dans son discours d'ouverture du Conseil général des Basses-Pyrénées en mai dernier :

« Ces classes moyennes, nous ne leur conseillons pas de revendiquer la qualité de masse, de se manifester à la façon d'une minorité turbulente, avec l'espoir de participer à une sorte de droit divin nouveau ; telle n'est pas leur vocation. Demandons-leur simplement de ne pas se montrer indifférentes à leur propre destin, de se rappeler quel fut leur rôle dans la construction de la France et tout ce qui subsiste de leur travail et de leur esprit dans sa culture, dans ses richesses, dans ses libertés.

Souvent, les hommes qui ont rétabli nos affaires sont sortis de leurs rangs. Depuis que l'on est voué à toutes sortes de mystiques, on incline à trouver banales et stériles les règles et les maximes qu'ils nous ont laissées. Serait-il donc banal et vain de professer que l'équilibre du budget n'est pas une superstition surannée et qu'un pays supportera mal la concurrence internationale, s'il s'applique à diminuer sa production, tout en augmentant ses prix de revient ? Un discours du président du Conseil ne vient-il pas de remettre en honneur bien des vérités délaissées ? Que les classes moyennes, héritières de tant de labeur et de sagesse, aient conscience de la valeur d'un tel héritage ; qu'elles gardent leur bon sens combattif avec leur usage de la réflexion et de l'esprit critique : elles nous aideront à maintenir ou à retrouver ce qui nous sauvera, une discipline nationale qui exige le respect des contrats, le goût de l'ordre, du travail et de la liberté. »

D'une façon plus précise encore, mais bien dans la même ligne, M. Catrice opposait à certaines campagnes, plus tapageuses que bienfaisantes, les méthodes dont nous pouvons attendre à bon droit un renouveau si désirable d'activité utile des classes moyennes. Après avoir dénoncé l'erreur, trop répandue, qui consiste à « rassembler pêle-mêle toutes les catégories très diverses de classes moyennes, à vouloir les défendre et leur rendre service en bloc, par exemple mettre côte à côte un cordonnier, un ingénieur, un médecin et un marchand de charbon », le rapporteur ajoutait :

« Ce qu'il faut, c'est prendre spécialement chaque profession, et créer à son usage une organisation adéquate à ses besoins particuliers. Le mouvement des classes moyennes résultera ensuite d'une Confédération réunissant par les sommets toutes les professions organisées d'abord séparément. Enfin, on ne saurait trop faire ressortir que le vrai travail social consiste d'abord et avant tout à rendre service. Méfions-nous des grands comités et des vagues associations, des réunions tapageuses où l'on parle fréquemment de sauver les classes moyennes, mais où l'on ne fait rien de pratique pour les aider. Notre méthode sera de commencer petitement, de travailler localement, en contact étroit et permanent avec les membres des diverses professions, et de constituer de nombreux services pratiques directement mis à leur portée. Ce n'est que peu à peu, en partant de ces bases solides, que l'on pourra édifier un puissant mouvement national... »

Et très sagement, l'auteur, dont le dévouement à l'Action Catholique est d'autre part assez bien établi pour qu'aucune équivoque ne soit possible, ajoute : « Ne mêlons pas l'action temporelle à l'action catholique. » Bien sûr, les hommes, s'ils sont des nôtres, devront allier dans leur vie l'une et l'autre. Mais l'alliance suppose la distinction, tandis que le mélange entraînerait des confusions, à tous les points de vue, déplorables. L'action temporelle doit être réaliste, accrochée aux nécessités pratiques de chacun. « Mais il faut ajouter que ce travail d'organisation sociale, aussi important et urgent qu'il soit, serait encore incomplet s'il n'était pas soutenu et vivifié par un mouvement d'action catholique, » spécialisé pour l'apostolat des classes moyennes, associant les adultes aux belles espérances qui lèvent déjà parmi les jeunes. La neutralité ne nous paraît pas dangereuse qu'à l'école ; et la meilleure organisation corporative réclamée par les professionnels comme un soutien et une aide efficace pour la comptabilité, les déclarations fiscales, l'application des lois sociales, l'amélioration de la législation commerciale, les baux commerciaux, les questions juridiques, la publicité commerciale, la défense des prix contre la concurrence déloyale, les achats en commun, les facilités de vente, etc., » si elle exige impérieusement le savoir-faire des plus habiles, serait irrémédiablement vouée à l'échec en notre monde matérialisé, privée de l'âme que seuls peuvent lui apporter ceux pour qui les *forces spirituelles* sont autre chose qu'un grand mot creux.

4. — Il est donc relativement facile, pour peu qu'on prenne la peine de réfléchir avant de s'engager, de définir le rôle exact des classes moyennes et les méthodes d'action qui leur conviennent. On ne ferait cependant rien de bon si l'on ne se rendait également compte des difficultés de la tâche à entreprendre. Qu'elles soient nombreuses et redoutables, on pouvait déjà le déduire de l'état d'inorganisation et d'impuissance où ont vécu jusqu'à présent chez nous ces classes, et dont elles ont tant de peine à sortir.

Il convient de retenir d'abord les difficultés qui apparaissent principalement d'ordre économique. En tout premier lieu, l'organisation même de notre économie. Elle est le résultat, précaire et provisoire tant qu'on voudra, assez durable cependant pour avoir causé déjà bien des misères, des compétitions violentes de ceux des éléments sociaux qui se sont les premiers organisés, sous le signe de la lutte des classes. Politique (si l'on peut encore employer ce mot) qui est un vrai défi au sens commun, la haine et la violence n'ayant jamais fait le bonheur de personne, qu'explique seule la succession des événements parce qu'elle montre de quel prix se paient certaines fautes. Après les « événements de mai-juin 1936 », C. G. T. et C. G. P. F., les deux puissances qui avaient mené la lutte et qui affichaient hautement la prétention de *représenter* à elles deux tous les participants de la vie économique, consentirent à *faire la pause*. Malheureusement, ce furent les petites entreprises, tranquillement sacrifiées par les représentants des plus considérables, qui firent les frais de la transaction :

« Les petits et les moyens aimeraient qu'en retour de l'appui démocratique qu'ils apportent à la C. G. P. F., celle-ci se montrât plus exigeante dans les conventions collectives. Par une rationalisation plus intense, la grande entreprise récupère souvent une partie de l'augmentation du coût horaire du travail, la moyenne et la petite ne le peuvent pas : elles manquent de capitaux, et, si les capitaux existaient, elles n'auraient plus les débouchés. Il faut donc constater, malgré l'*Humanité* et le *Populaire*, que les plus acharnés à demander un aménagement des lois sociales, ce ne sont pas les « gros », mais les « petits ». Taire les protestations des « petits » est une erreur ; et nous savons que pour M. Blum, cela est pire qu'une faute. » (*D. A. P.*, 25 février 1938, p. 328).

Précisant davantage encore et illustrant bien à propos la même pensée, le P. Victor Dillard a pu écrire :

« Le malaise s'accentue de jour en jour au sein des classes moyennes, qui supportent les nouvelles charges sociales et se voient accusées de faire monter le coût de la vie. Prises entre le marteau des salaires et l'enclume des prix de détail, elles risquent aujourd'hui d'être écrasées sans autre forme de procès, et de voir le capital et le travail liquider à leurs dépens le fond de leurs querelles... Petits industriels et petits commerçants ont à supporter directement le poids des nouvelles charges sociales : augmentation de salaires, congés payés, semaine de 40 heures. En plus de cette incidence directe, ces mesures comportent pour bon nombre d'entre eux un manque à gagner assez notable : que l'on songe, par exemple, au chômage hebdomadaire des voyageurs de commerce et à ses conséquences pour le petit hôtelier ; que l'on songe aux déplacements rythmiques de population que provoquera à bref délai l'organisation des loisirs, et à leurs effets sur le petit commerce des villes. Par ailleurs, la dévaluation et la hausse générale des matières premières s'est répercutée également sur les prix de revient. D'où une augmentation générale des charges et frais généraux... » (*Jeunesse*, mai 1937).

Autre conséquence, plus aisément observable dans les campagnes (mais non pas uniquement là), et que pour cette raison dénonçait hier l'organe des *Jacistes :* l'extension du succursalisme commercial, nouvelle manifestation de la désinvolture avec laquelle les « gros » sacrifient les intérêts des « petits ». Disposant de capitaux considérables demandés naturellement au crédit, jouant avec une incontestable maîtrise de ces moyens de succès que sont le timbre-prime, la concurrence des prix, l'achalandage des magasins... et même souvent le changement de poids dans certains articles sous une même présentation (plaques de chocolat de 200 gr. au lieu de 250 ; pelotes de laine à 35 gr. au lieu de 50 ; cartes de fil à 80 m. au lieu de 100 ; degrés abaissés dans les alcools et les sirops, etc.), ces organismes puissants ont tôt fait d'acculer le petit boutiquier à ce dilemme tragique : vendre sa maison à la société ou disparaître. Les résultats sociaux de cette pratique sont d'ailleurs déplorables :

« Les petits commerçants disparaissent de la circulation ; des impôts qu'ils payaient, ces organismes qui les remplacent n'en paient pas la moitié ; ces charges retombent sur d'autres. Le trust du commerce s'organise. Les succursalistes qui ne sont plus propriétaires de leur maison deviennent des salariés, en ont l'esprit ; rien ne les attache plus au pays, à la classe rurale ; leurs enfants seront fonctionnaires et, dans 90 % des cas, quitteront le pays. Ce commerce libre que nous avons laissé tuer avait pourtant pour but de faire tampon entre le producteur et le consommateur. C'était le joint entre l'ouvrier et le patron. Il permettait le jeu de la libre concurrence, faisait vivre tout un monde autour de lui. C'était un frein à cette idée d'étatisation des choses et des gens. Un commerce libre était en tout temps au service de l'acheteur. Le succursaliste sera le fonctionnaire qui suivra les consignes de sa direction... » (*La Jeunesse agricole*, 15 décembre 1938).

L'indépendance, cette caractéristique des classes moyennes, finit par leur coûter bien cher. Le chômage en est souvent l'aboutissement tragique dont on s'estime heureux de sortir, quand on trouve une issue, n'importe laquelle :

« On nous signale des ingénieurs sortis de l'Ecole Centrale en un bon rang qui se sont faits ouvriers d'usine, d'autres chauffeurs de taxi. J'ai connu de très près, moi-même, un ancien polytechnicien, ancien élève aussi de l'Ecole des eaux et forêts, parlant couramment l'allemand et l'anglais, qui a cherché désespérément pendant plus d'un an un emploi quelconque et ne trouvant pas même celui de garçon de bureau [3]. »

Après cela, faut-il blâmer l'Etat de mettre en œuvre les moyens dont il dispose pour raccrocher quelques-unes de ces épaves sociales ? C'est ainsi que sous les auspices du ministère du Travail, on a pu, dans la région parisienne, faire de chômeurs des professions les plus diverses (avocats, écrivains, ingénieurs, etc.) des ouvriers qualifiés pour les industries mécaniques. Par exemple, un certain nombre d'avocats sans cause sont devenus aujourd'hui d'excellents tourneurs et de très habiles fraiseurs. Si pauvre que soit l'expédient, n'est-il pas encore moins dangereux que celui auquel pensait le jeune médecin dont Jean Mondange recueillit un jour les confidences ? Découragé en face des difficultés qu'il rencontrait pour s'installer et se créer une clientèle, il disait : « Le mieux serait que l'Etat nous donne un traitement fixe pour soigner gratuitement une catégorie de gens déterminés. » Autrement dit : « Les difficultés du métier m'enlèvent jusqu'au désir de conserver mon indépendance ; j'ai pu répondre à l'appel de ma vocation, mais je ne puis la réaliser ; que la médecine meure en se fonctionnarisant, mais qu'au moins elle me

[3] Jean Guiraud, *Croix*, 15 février 1938.

donne de quoi vivre [4]. » C'est la pente qui mène au socialisme intégral.

Il faut bien dire aussi au moins un mot du *travail noir* [5]. Par quoi l'on doit entendre non pas le travail des houillères, mais la concurrence plus ou moins clandestine faite aux entreprises régulièrement établies par les salariés qui, en dehors de leurs heures normales de travail, se livrent, moyennant rémunération, à un métier d'appoint. Tout le monde connaît cette pratique, parce qu'elle va se généralisant. Voici ce que pouvait écrire, dans une lettre ouverte au président du Conseil (9 mai 1938), le Comité directeur de la *Confédération de l'artisanat familial*, organisme qui s'inspire, nos lecteurs le savent, des principes de la morale chrétienne :

« A l'heure actuelle, tout un secteur de l'économie nationale se trouve anémié du fait du travail noir. L'activité exercée par les salariés pendant leurs loisirs enlève aux professionnels une bonne partie des travaux auxquels ils pourraient prétendre. En particulier, la majeure partie des travaux de réparation et une part appréciable des travaux neufs dans les diverses professions du bâtiment (maçonnerie, menuiserie, peinture, couverture), une bonne partie des travaux de cordonnerie, de coiffure, d'habillement et d'électricité. Si l'on tient compte de l'importance de l'artisanat qui représente en France plus de 1 million d'entreprises, dont presque toutes sont ainsi concurrencées, l'influence du travail noir apparaît ainsi nettement. Des enquêtes effectuées par nos diverses organisations dans toutes les régions nous ont permis de chiffrer à près de 200.000 le nombre de professionnels à qui la suppression de ces activités clandestines pourrait apporter du travail. »

Le chiffre sera peut-être contesté. Ce qui, par contre, ne peut pas l'être, c'est que des salariés aussi peu soucieux d'honnêteté que de logique, après avoir fait consacrer par la loi les réformes qui leur assuraient le temps et les ressources nécessaires à des loisirs ennoblissants, ne se font pas scrupule, aussitôt libres, d'aller s'embaucher ailleurs. Et parmi ceux-là combien cherchent uniquement à se procurer ainsi quelques moyens de jouissance supplémentaires, tandis que les artisans, cette portion si intéressante des classes moyennes, ont parfois, eux aussi, des enfants qui ont faim ! Ce qui prouve une fois de plus, n'en déplaise au marxisme, l'inanité des réformes législatives qui n'ont pas été préparées et qui ne sont pas appuyées par une sérieuse réforme morale. Le client qui embauche le « travailleur noir » avec l'idée de payer moins cher (en effet, le travail noir échappe à toute imposition fiscale, et souvent celui qui s'y livre peut être accommodant, n'ayant pas besoin de ce gain-là pour vivre), ce client pense-t-il qu'il paiera d'autre part, dans le surcroît d'impôts occasionné par le chômage qu'il favorise, un supplément où sera largement absorbée sa malencontreuse économie ?

5.— Après quoi nous ne ferons aucune difficulté de reconnaître que la question est complexe. D'abord, on l'a déjà dit, parce que des charges de famille nombreuse, le coût de la vie en augmentation constante, obligent parfois des ouvriers à chercher un complément de salaire. Puis parce qu'on ne voit jamais sans quelque inquiétude, tant la pression étatiste est à redouter, la loi restreindre encore le champ laissé libre à l'activité personnelle de chacun. Et puis aussi, — pourquoi le nier ? — parce que tout n'est pas absolument pur dans les campagnes menées contre le travail noir. Est-il sûr qu'on n'y puisse jamais reconnaître quelque chose qui s'apparente encore avec l'esprit de *lutte de classes* ? Ce qui actuellement, *en fait*, semble caractériser le plus nettement la classe dans l'opinion publique, c'est la « désintégration ». Une collectivité plus ou moins organisée refuse d'ordonner ses intérêts collectifs au bien commun : d'où décomposition, anarchie... et en fin de compte tyrannie. La classe ouvrière en a donné un mémorable exemple en mai-juin 1936, par réaction contre une oppression ancienne, qui avait plus que tout contribué à faire naître et à développer dans les masses ouvrières le sentiment de classe... et l'esprit de lutte de classe. On craint d'apercevoir aujourd'hui quelque chose de cela dans les classes moyennes, l'artisanat surtout, à propos du travail noir. Certes, il y avait, il y a des abus. Mais empêcher (cela s'est vu) un compagnon de donner un coup de main à un voisin qui le paiera par un service analogue, sous prétexte que cela ôte du travail rémunéré, c'est proprement de la tyrannie.

Et cela nous met sur la voie d'un autre faisceau de difficultés qu'auront à surmonter, pour faire œuvre bienfaisante et durable, les classes moyennes : des difficultés d'ordre moral.

Au fond, elles se ramènent essentiellement à une : les classes moyennes ont, elles aussi, pâti de la déchristianisation de la société. Dans une étude très intéressante sur la « Mission de la bourgeoisie » (publiée dans *Sept*, février-mars 1937), B. Amoudru a fait de fort judicieuses remarques, partiellement au moins applicables aux classes moyennes, qu'il a d'ailleurs raison de ne pas confondre avec la bourgeoisie, malgré des points de contact nombreux. Après avoir rappelé le rôle, dans la morale chrétienne, des vertus cardinales : tempérance, prudence, force, et justice, il note qu'elles ont des contrefaçons païennes où elles vont se perdre si on ne les spiritualise pas sans cesse : « Elles se laisent facilement gauchir vers l'égoïsme, l'esprit de domination, que sais-je encore ? La justice deviendra loyauté commerciale, la tempérance une arithmétique des plaisirs, la force une démonstration de l'autorité. Bref, pour une bourgeoisie chrétienne, le grand danger, c'est un christianisme bourgeois avec prédominance des simples vertus humaines. » Et il cite Newman, dénonçant ce christianisme bourgeois qui est la grande menace suspendue sur la bourgeoisie : « Mélange de religion et d'incroyance qui, évidemment, honore Dieu, mais qui aime l'élégance des manières, les honneurs, les plaisirs, le confort de la vie, qui éprouve la satisfaction de la prospérité, aime le faste et les grandeurs, est raffiné dans la nourriture, le vêtement, le mobilier, le train de vie, courtise les grands et vise à se faire une place dans le monde. »

Qui oserait nier qu'avec des retouches ce tableau soit encore applicable à trop d'éléments des classes moyennes ? Aussi, après l'avoir reconnu, l'auteur de l'étude déjà citée des *Dossiers de l'Action Populaire* pouvait-il écrire :

[4] « Avec les jeunes bourgeois, » *Croix*, 17 mars 1938.
[5] Cf. *D. A. P.*, 25 mai 1938.

« Si ce courant l'emportait, qu'arriverait-il ? Deux choses. La première, c'est que toutes les déclarations contre le marxisme deviendraient de pures déclamations. Il est inutile d'anathématiser le marxisme quand on en accepte le virus, c'est-à-dire le primat des intérêts matériels et la lutte des classes qui en est la conséquence logique et pratique. La seconde, c'est qu'on en viendrait tôt ou tard à l'écrasemnt des classes moyennes dans une ruine générale... A moins que celles-ci « sentant la mort prochaine » ne se jettent dans les bras du fascisme qui leur apparaîtrait alors comme un moindre mal. Telle est l'histoire récente de l'Allemagne, de l'Italie, du Brésil, etc. »

Pour ne rien dire ici des dernières conséquences morales et religieuses de ce « moindre mal », conséquences si noblement encore dénoncées par le Pape en son dernier discours de Noël, ne serait-il pas douloureusement instructif de reconnaître, une fois de plus, dans la statolâtrie l'héritière d'un *individualisme* qui n'aurait pas su se discipliner ? Car, voilà bien, en fin de compte, le péché capital des classes moyennes. Elles sont indépendantes ; elles ont le goût de l'indépendance, et de cela on ne peut que les louer ; car elles maintiennent ainsi, en face des empiétements progressifs de ces *idoles* que sont devenues la Classe, la Race et la Nation, l'autonomie de la personne humaine, bien capital, absolument irremplaçable, dans la conception chrétienne du monde et de l'homme. Mais la personne n'est pas, elle non plus, le bien suprême auquel tout le reste se doit ordonner. Au dessus de l'homme il y a Dieu, il y a l'ordre conçu et voulu par Dieu, il y a en particulier toute la société des hommes dont le *Bien Commun* est condition de *mon bien* particulier. Car il est impossible qu'un membre se porte bien dans un organisme malade ; et quand chaque membre refuse de consentir les sacrifices nécessaires au bien-être du tout, quand il revendique une indépendance absolue, prétend ne tenir compte que de ses propres convenances, c'est à plus ou moins bref délai, inévitables, la désagrégation de l'ensemble et le malheur pour tous. Comment ne pas reconnaître le bon sens de ce Vendéen qui écrivait naguère à M. A. de Tarlé :

« S'il me prenait fantaisie d'être préfet, ingénieur, chef de gare ou cantonnier, je devrais subir un examen et *attendre une place vacante ;* et l'on admet que cela n'est pas contraire à la liberté. Mais, au nom de la liberté, je puis installer une usine, monter un commerce, me faire boucher, quand même il y en a déjà de trop, au risque de mettre dans la misère des artisans intéressants... Après avoir installé une nouvelle usine, un industriel va chaque matin en auto, à des kilomètres, chercher le personnel qui lui manque. Les uns répondent de bon cœur à cet appel, d'autres cèdent au plaisir de faire le voyage en auto ou de gagner davantage. Que le travail vienne à manquer, et que le personnel soit mis en chômage, qui osera dire à cet industriel qu'il s'est peut-être enrichi, mais est un malfaiteur social ? » (*Croix* du 16 janvier 1932).

Le même égoïsme à courtes vues a longtemps rendu impossible une organisation sérieuse des classes moyennes, seule capable pourtant de constituer un bloc solide, résistant, là où il n'y avait que dispersion et impuissance. Bien sûr, personne ne contestait la nécessité de l'union ; seulement les sacrifices qu'elle exigeait étaient immédiats, les avantages à en retirer seulement à venir. Remettre à plus tard l'acceptation des sacrifices, c'était tentant... et bien français. Il a fallu tout un ensemble de conjonctures vraiment tragiques, la crise qui en se prolongeant multipliait les faillites et accumulait les ruines, l'expérience du Front Populaire qui nous conduisit au bord de l'abîme, pour qu'apparaissent en cette masse, sinon encore une armée, du moins des bataillons assez compacts déjà pour la forcer à abandonner sa traditionnelle résignation et à prendre les résolutions viriles qui s'imposaient d'urgence. Est-il nécessaire d'ajouter que la confusion répandue partout dans les esprits, l'absence de principes communs solides, reconnus par tous, la grande plaie de notre société écartelée entre les idéologies les plus folles depuis qu'elle a répudié les idées sages, ont singulièrement gêné le rassemblement et retardé l'action ? Pourtant il y a déjà quelque chose de fait.

6. — Ceci d'abord : que « le petit commerce et la petite industrie ne veulent ni de la G. G. T. ni de la C. G. P. F., non seulement parce qu'ils refusent de prendre parti, mais parce qu'ils voient en l'un et l'autre des adversaires dangereux. M. Armand Pugi, président du Bloc du Petit Commerce à Paris, et chapelier à Béziers, ne cesse de le répéter : « Notre situation est bien nette. Nous avons le choix : être mangés à la sauce à la crème ou à la sauce au vin. Blanche ou rouge. Ce n'est pas la sauce qui nous intéresse. C'est le poisson. » — Même s'il y a une exagération à trouver que « C. G. T. et C. G. P. F. ne soient d'accord que sur un point : anéantir cette classe moyenne qui gêne leurs desseins », n'est-ce pas déjà beaucoup trop que cette supposition ait pu être faite avec quelque air de vraisemblance ? Mais il est plus aisé de dire ce dont on ne veut pas que de préciser ce qu'on veut. « Comités ou Confédérations plus ou moins générales s'offrent aux classes moyennes pour l'entreprise du salut par les œuvres. Le nombre de ces comités ou confédérations est fort impressionnant ; leur échec aussi ; ce qui tendrait à prouver que les formules proposées ne sont pas encore au point [6]. » M. Catrice n'a-t-il pas pu recenser 6 groupements d'ingénieurs et techniciens et 16 organisations *principales* qui se proposent pour but de fédérer ou confédérer toutes ou plusieurs professions des classes moyennes ? Naturellement, sous le couvert de la neutralité partout proclamée, on retrouve en fait tous les partis. Et ceux qui hier, comme les socialistes et les communistes, les vilipendaient sans aucune tendresse, se montrent aujourd'hui pleins de prévenances et de sollicitude pour ces classes moyennes dont l'appui leur paraît nécessaire au succès de la révolution prolétarienne.

Redisons-le une fois encore : ce n'est point parce que tels ou tels ont découvert les classes moyennes que nous devons nous en soucier, comme s'il ne s'agissait là que d'une force neuve, considérable, à capter à notre profit. Que de tels calculs aient pu être faits par d'autres, cela ne nous excuserait pas, *nous*, de nous y abaisser. La vérité, c'est que, chrétiens, nous ne pouvons voir près de nous, chez nos frères, une souffrance, sans sympathiser avec eux cordialement pour vouloir effectivement les aider : nous savons ce qu'en disait notre grand S. Paul Et c'est aussi que dans l'organisation cor-

[6] *D. A. P.*, article cité.

porative qui s'ébauche, que nous appelons de tous nos vœux parce qu'elle seule peut nous sauver sans aventure, les classes moyennes ont, chez nous surtout, un rôle capital à jouer.

« Inutile d'affirmer qu'il nous est impossible de nous croiser les bras et de rester indifférents devant cet immense chantier où se construit l'organisation sociale future d'une bonne moitié de notre pays. Nous avons payé assez cher l'indifférence des catholiques vis-à-vis du mouvement ouvrier pour ne plus avoir le goût de recommencer. D'autant plus qu'il s'agit ici d'une partie de la population ayant le mieux conservé les traditions chrétiennes. Nous serions impardonnables de l'abandonner dans sa misère, de l'obliger à recourir à des doctrines subversives, presque toujours matérialistes, pour se procurer des moyens d'existence [7]. »

Ce qu'ont fait nos frères catholiques de Belgique, qui possèdent la seule organisation importante des Classes Moyennes en ce pays, qui viennent de faire adopter un très intéressant projet d'allocations familiales pour ces classes, nous montre la voie où nous devons nous engager. Les belles réalisations de la *Confédération française des Professions*, de la *Confédération de l'Artisanat Familial*, du *Syndicat des Ingénieurs Salariés*, nous ôteront la tentation, spécieuse peut-être mais combien dangereuse, du ralliement à l'un quelconque de ces organismes neutres dont les invites nous harcèlent, qui nous accueilleraient volontiers comme force d'appoint, mais ne se laisseraient pas pour autant pénétrer d'esprit chrétien. Ecoutons encore M. Catrice :

« Je n'aurais peut-être pas parlé aussi nettement, il y a quelques années, mais j'ai été instruit par l'expérience et parfois à mes dépens. Je suis intimement persuadé qu'il est pratiquement presque impossible de transformer une organisation, serait-elle même tout à fait neutre, en une organisation d'esprit chrétien. Ceux qui pensent autrement ont peut-être un sens très vif de l'apostolat individuel ; ils ignorent la valeur, l'importance et la stabilité de l'institution. Une institution neutre et matérialiste (quelle que soit sa tendance : de droite ou de gauche) ne sera jamais une institution chrétienne, ou alors il faudrait la rebâtir entièrement... Mais dans ce cas, pourquoi perdre un temps précieux, obliger nos hommes à des manœuvres pénibles et chanceuses, à des heurts inévitables, à encourir l'odieux de prendre la place des autres ?... Le meilleur, le plus rapide et le plus facile travail sera fait par l'organisation sociale chrétienne elle-même. Son programme, ses initiatives, ses exemples, ses réalisations entraîneront inévitablement les autres à marcher dans son sillage ; car la vérité finit toujours par s'imposer... »

Au reste, ne sait-on pas que c'est l'enseignement même de l'Eglise, et que par la voix de tous ses pontifes, c'est toujours cette consigne-là qu'elle nous a donnée ?

7. — On pouvait lire dans un récent appel de la *Confédération des Classes Moyennes*, une des 16 organisations recensées par M. Catrice, ces lignes dont la clairvoyance et la sagesse ne sauraient être contestées : « Vous faites les frais des luttes insensées où s'acharnent le Travail et la Finance, pardessus votre tête... Les salariés ont la C. G. T. Le grand patronat et les trusts ont la C. G. P. F... Vos organisations à vous sont éparses... et pourtant vous faites la stabilité du pays, la force de la nation. Organisez cette force... Entre les masses et les trusts, vous êtes la *Tierce Puissance* : deux Confédérations, c'est la guerre civile ; trois Confédérations, c'est *l'équilibre social...* »

Peut-être y venons-nous enfin, bien lentement, trop même au gré de nos impatiences, mais plus sûrement que par une de ces interventions dictatoriales, dont l'histoire, le cardinal Verdier le rappelait à ses prêtres en retraite, nous enseigne ordinairement que les succès ont été achetés bien cher. Aussi nous semble-t-il y avoir bien du vrai dans cette conclusion de l'article d'E. Pezet que nous avons déjà cité, que certains de nos contempteurs étrangers auraient profit à méditer :

« On ne peut rien comprendre au processus de prudent accommodement aux *novations sociales*, de redressement lent mais sûr, de rééquilibre politique, qui s'accomplit en France parmi de réelles et graves difficultés intercurrentes au dedans et au dehors, si on ne connaît pas la nature et les organes du corps social français, et tout spécialement les *classes moyennes*.

Les étudier, c'est révéler le *pourquoi* et le *comment* de cette mouvance et de cette faculté d'équilibre — au fonctionnement alterné — de notre nation ; ils déconcertent les observateurs étrangers, superficiels ou trop pressés de conclure à notre désintégration et à notre « mise hors de jeu », d'après les seuls phénomènes quotidiens de notre vie intérieure ou des sondages faits au hasard.

Ainsi que l'écrivait un bon juge, « rechercher la sécurité pour mieux travailler ; travailler pour pouvoir épargner ; épargner pour pouvoir s'élever familialement et socialement, pour s'affranchir et vivre libres », telles sont, en somme, les préoccupations vitales du Français moyen.

Or le Français moyen est légion. Les marxistes s'en sont aperçus qui accommodent leur doctrine à la nécessité électorale de ne pas se mettre à dos les classes moyennes...

Les classes moyennes freinent visiblement et les masses prolétariennes et les capitalistes. Elles remplissent là tout naturellement un rôle déjà séculaire, mais qui paraissait naguère un peu oublié ou négligé.

C'est bien un réveil. Il était grand temps, il est vrai. Mais c'est toujours la pratique hasardeuse et le coûteux défaut de la Nation française que de s'aventurer comme à plaisir et de se sauver d'un coup de rein imprévu. Revirement, redressement *in extremis* : habitude historique qui est comme une seconde nature. Que voulez-vous ? expliquai-je souvent à des hommes publics de l'Etranger, nous sommes ainsi faits. Qu'y faire ? »

On avait un peu trop vite, avec un empressement bien suspect, clamé par tout le monde : « *Finis Galliæ* ». Cela ressemblait trop à l'hallali. Alors les braves gens à qui l'on avait réussi à faire croire que la France était devenue communiste, que la succession était ouverte, notre place dans le monde à prendre, nos biens à partager, n'y comprennent plus rien. Parce qu'on n'en voulait rien croire quand nous assurions que le plus solide chez nous n'était pas ce qui faisait le plus de tapage, on se demande d'où peut bien venir ce redressement, on est tenté d'en nier la réalité même. Pourtant, est-il un catholique au monde qui ait le droit de souhaiter que périsse la France ? Et après tout, l'étrange, l'invraisemblable ne serait-il pas qu'il n'y eût que du mauvais chez nous ?

II. — L'ESPRIT SOCIAL A TRAVERS LES REVUES

1. — Quiconque aime sa patrie souffre de ses divisions, surtout dans les périodes critiques où ses enfants devraient être unanimes à la soutenir,

[7] Abbé Catrice, *loc. laud.*

à la relever. Plus profonde, sinon plus intense, la souffrance du chrétien qui enregistre les incompréhensions ou les oppositions qui surgissent entre frères. Au titre de patriote, au titre de chrétien, chacun se sent aujourd'hui pressé par un impérieux devoir : refaire l'unité. Deux articles de la *Revue Apologétique* (mai et septembre 1938) peuvent guider cet effort, par la lumière sereine qu'ils apportent. *La philosophie de nos discordes*, tel est le titre choisi par l'auteur, le R. P. Jos. Berteloot, et qui exprime exactement son propos.

« Les causes de nos discordes sont multiples, — nous en avons déjà signalé ici-même quelques-unes [8], — mais il en est d'autres plus philosophiques : l'inégalité de nos intelligences, l'impuissance du langage à exprimer exactement nos idées, nos jugements, nos raisonnements, la variété du complexe psychologique, telles sont les causes fondamentales de nos divergences dans la façon d'apprécier le réel.

Supposons maintenant que sur des personnalités déjà si diversement constituées et outillées, d'autres causes de surexcitation viennent occasionnellement s'abattre, alors les dégâts tournent au désastre. — Or c'est précisément le cas aujourd'hui. La guerre, les difficultés des règlements de paix, les graves désordres économiques, les dissensions civiles, les confusions sociales ont énervé, inquiété, affolé à peu près tous les esprits...

Comment parer à de telles misères, comment récupérer de tels malheurs ? Le meilleur moyen, croyons-nous, c'est d'obliger les divers partisans à faire un retour sur eux-mêmes pour saisir la nature de leur partisanisme. L'analyse d'un état de conscience opère dans cet état une dissociation intellectuelle qui, d'ordinaire, lui porte un coup fatal. Chacun a pu l'expérimenter, quand la colère montante est prête de submerger les calmes et prudents avis de la raison, rien n'est plus efficace que ce barrage psychologique...

Dresser à temps ce barrage en aidant le travail purifiant d'une raison équitable, c'est le but des pages qui suivent. Puissent-elles y réussir ! »

Le retour sur soi-même, dont l'auteur s'institue le guide, est une analyse de l'acte de connaissance. Car c'est par leurs jugements sur les situations que les hommes s'opposent. Voyons donc comment se forment nos jugements, ce qu'ils valent, et si nous sommes raisonnables de les soutenir jusqu'à leur sacrifier l'amitié, l'union nécessaire à toute communauté.

Ce qui caractérise la connaissance humaine, c'est bien sa faiblesse, ses limites. Pour connaître vraiment une chose, la comprendre, il faudrait la saisir d'une manière complète, « avec tout ce qui constitue son essence, ses accidents, avec tout son ensemble de relations ». Pascal a fortement exprimé cette exigence en des passages souvent cités : « Impossible de connaître les parties sans connaître le tout. » Comme nous sommes loin de cette connaissance qui épuise l'objet ! A grand'peine déjà on se connaît soi-même ; car l'homme, esprit incarné, est incapable du parfait repliement de l'esprit pur sur lui-même. Et quand il s'agit du monde et des événements extérieurs, il faut nous contenter de vues partielles, de coups de sonde à distance ; nos plus belles synthèses, comme un filet à larges mailles, laissent échapper un riche butin.

De cette faiblesse congénitale il résulte que, dans le penseur « la connaissance des choses peut toujours croître en clarté, en limpidité, en profondeur ». Si l'on pense maintenant à la diversité des intelligences, « il est chimérique d'imaginer qu'elles pourront un jour coïncider exactement dans les mêmes connaissances. Malgré toutes les bonnes volontés du monde, nous ne pourrons jamais parfaitement nous comprendre et nous entendre. »

Vue déprimante, pensera-t-on ! La discorde est donc inguérissable ? Non pas. Reconnaître notre faiblesse en toute vérité, c'est nous établir dans l'humilité, et c'est le point de départ d'une attitude nouvelle :

« ...Parce qu'en dépit de tous ses mérites, notre maîtresse faculté reste et restera toujours faible et impuissante, nous ne devons jamais nous étonner, ni nous irriter outre mesure devant les désordres qui divisent le monde. Philosophiquement parlant, ces discordes sont fatales, inévitables...

Dans ces conditions, le mieux qu'on puisse faire, c'est de chercher à réduire sans cesse les différences qui nous séparent, en s'entretenant dans une profonde humilité et en manifestant aux autres une grande pitié. Cette pitié, mêlée de sympathie, nous permettra d'exercer à leur égard le maximum de tolérance et de condescendance.

Qu'un tel état d'esprit se généralise, nous voici prêts à traiter avec plus de justice et à nous consentir généreusement les sacrifices qui s'imposent pour la sauvegarde des libertés civiles et politiques et de la paix sociale. »

« Réel impénétrable », disait le premier article du R. P. ; « réel inestimable », affirme-t-il en un deuxième article, c'est-à-dire que même sur cette portion de réalité qui s'offre à nos prises, nos jugements ne sont pas adéquats. Une analyse plus poussée de l'acte de connaissance va maintenant dénoncer ces impondérables qui déforment la réalité ou plutôt rendent notre regard déformant. On va au vrai « avec toute son âme », selon la formule de Platon. Rien de plus juste : il faut le concours de tout notre être pour accueillir le réel extérieur.

Dans le domaine inférieur de la connaissance sensible, une perception met en jeu toutes nos facultés. Imagination, mémoire, désir ou répulsion font accueil à l'impression sensorielle ; pour la bien recevoir, il faut que tout l'instrument lui soit accordé. Pourquoi ce simple bruit de pas sur le plancher de l'antichambre n'annonce-t-il l'approche de tel ami ? Pourquoi, sinon parce que je l'attends, ou du moins je sais sa visite possible ? De même, pour comprendre une situation, il faut réaliser une semblable adaptation. Pour comprendre un système philosophique, la bonne méthode n'est pas seulement de disséquer les exposés abstraits que nous livre le penseur, il faut encore entrer dans son point de vue, essayer de revivre avec lui l'intuition qu'il a voulu traduire. *Méthode de sympathie*, analogue à celle qui se pratique en art pour apprécier un tableau, une symphonie. Ce qui revient à dire que deux hommes se comprendront d'autant mieux que leurs facultés, comme deux instruments de musique, sont accordées, prêtes à vibrer ensemble.

Si telle est la condition de la bonne entente, la trouvera-t-on jamais sur notre terre ? Sa seule patrie n'est-elle pas dans le monde des rêves ? Autant d'hommes, en effet, autant de types différents.

« Songeons-y : sur le milliard et demi de personnes qui peuplent la terre, il n'y en a pas deux qui au physique se ressemblent exactement. A fortiori en est-il ainsi au physiologique, au psychologique, au moral. La personne

[8] *R. Apol.*, sept. 1937 et février 1938, *Sur l'esprit de parti et l'esprit français.*

est essentiellement *sui generis* et la personnalité psychologique s'exprime dans un autre mot complexe, *le tempérament.*

« A chacun son tempérament » équivaut à dire · « A chacun sa manière de sentir, de voir, de croire et... de comprendre. » Or ce tempérament varie à l'infini ; il est racial, national, il diffère selon la classe, l'éducation, la profession, le parti, la famille, l'individu. »

Il est classique d'opposer le latin « idéaliste et spéculatif » à l'anglo-saxon « pratique et pragmatique ». Bien sûr, leurs réactions doivent être diverses sur les mêmes événements. Au sein d'un même pays les générations se succèdent sans se ressembler ; pourquoi ? Parce que les événements marquent les dispositions intimes : « génération de la victoire » plus optimiste, ou « génération de la défaite » inclinée au pessimisme. L'éducation, la classe, la famille où l'on a grandi, ont contribué à édifier en chacun un certain type psychologique : le type bourgeois ou prolétaire, le type démocrate ou aristocrate, etc. Diversité qui devrait être féconde, mais qui devient lutte de partis ou de classes, déchirement ruineux.

Enfin, dans un même sujet, les dispositions intimes peuvent varier, en fonction de ses intérêts successifs, du relâchement ou du redressement moral qu'il opère en lui. Que d'influences dirigent donc nos jugements !

« Tout ceci revient à dire qu'un fait, ou une vérité, est différemment apprécié par nous selon qu'il trouve des complicités plus ou moins profondes en nous...

...On fait avec sang-froid ce qu'on trouverait insupportable, voire scandaleux chez le voisin. Taupe pour soi : lynx pour les autres ! On exalte les grands principes généraux, on proclame à l'envi : l'ambition est odieuse, la calomnie est infâme, l'injustice est méprisable, la débauche est indigne ; mais dès qu'il s'agit de les mettre en pratique, on les traite comme nuls et non avenus.

...D'ordinaire une vérité est accueillie en fonction de l'élément sentimental qui lui est associé. Une proposition sera tour à tour acceptée, dédaignée, repoussée, selon qu'elle émane d'un indifférent, d'un rival ou d'un ami, d'un valet, d'un maître ou d'un étranger. Témoin ce fait vécu. Un patron très féru de son autorité, rejette impitoyablement toute suggestion qui émane de ses ingénieurs. Pour lui, l'accepter, c'est s'humilier. Aussi ces ingénieurs usent-ils d'un biais en faisant passer leurs suggestions par un tiers, ami du directeur, et celui-ci, ignorant la manœuvre, les admet d'emblée...

En matière sociale surtout, nos idées dépendent de nos intérêts. Réactionnaires par rapport à ceux qui nous suivent, révolutionnaires par rapport à ceux qui nous précèdent ; telle est la formule qui, la plupart du temps, pourrait résumer nos dispositions... et nos convictions. »

Cette longue analyse fournirait matière à maint examen particulier C'est précisément le but que poursuit l'auteur : prendre conscience des causes de nos oppositions, et les jugeant déraisonnables, nous en détacher. « Les discordes sont inévitables » : c'est entendu. Mais « il ne s'agit pas de s'y résigner » ; il faut y remédier.

« A cet effet, rien ne vaut les moyens très accessibles que voici. Ne jamais nous étonner et nous irriter outre mesure de nos discordes. Entretenir les uns vis-à-vis des autres non plus un transcendant mépris, mais une profonde commisération. Nous convaincre que nos incompréhensions mutuelles sont dues moins à notre mauvaise volonté qu'à notre tempérament. Rompre avec l'illusion de tant de professeurs, d'instructeurs et de prédicateurs, férus de rigueur syllogistique, qui s'imaginent pouvoir convaincre les esprits sans se soucier des facultés auxiliaires. Dans l'occurrence, il ne s'agit pas tant d'éclairer des intelligences, qui, dans l'hypothèse où nous sommes, se valent ; il s'agit surtout d'unifier des personnalités, à savoir, de les mettre dans le même état... de sympathie intellectuelle. Mais pour les unifier, les faire se ressembler, rien ne vaut de les réunir, de les rassembler. Qui se rassemble, bientôt se ressemble. De là ces nouvelles conclusions : Décider ceux qui en sont capables et qui en ont le courage, à traiter avec le contradicteur, fût-il l'ennemi farouche et sectaire. Vulgariser cette règle de jugement recommandée par Ignace de Loyola : toujours parler avec un adversaire en présupposant qu'il est sincère. »

N'en concluons pas que l'unité se fera par réduction de toutes les psychologies au même type : ce serait dépasser et fausser les intentions du R. P. Dans le corps, les membres sont divers, et cette diversité même permet un service mutuel et différencié pour le grand bien du tout. Une ressemblance poursuivie trop loin, la mise au pas, le passage au même moule, de quelque nom qu'on l'appelle, cette méthode a pour rançon l'appauvrissement général. Tout en préservant et en cultivant les ressources propres aux individualités, il faut amener celles-ci à s'ouvrir les unes aux autres. La simple réflexion philosophique y dispose, renversant les barrières factices, fléchissant la rigidité de nos jugements. La charité chrétienne qui unit tout dans le Christ ne dédaignera pas cet effort de la sagesse humaine ; dans la voie déblayée de ses obstacles, elle s'élancera pour accomplir ses merveilles.

* *

2. — Les *Dossiers de l'Action Populaire* du 10 oct 1938 donnent in-extenso le rapport présenté par le R. P. Dassonville au XXe Congrès national de la natalité et des familles nombreuses : *Pour une mystique familiale.* Le R. P. évoque tous les efforts déjà dépensés pour la cause de la famille. A quoi ont-ils abouti ? « Appréciables en ce qui concerne la situation *morale* de la famille ; médiocres, dans l'ensemble, en ce qui concerne la situation *matérielle*, les résultats sont restés insignifiants, presque nuls, pour ce qui regarde la lutte contre la dépopulation. » Qu'a-t-il donc manqué au mouvement familial pour vaincre les résistances ? « Une force d'expansion, un dynamisme », ou « une mystique ».

Une mystique ! Le mot est suspect. Ce n'est pas sans raison. Les « mystiques » qui font parler d'elles (racisme, communisme) n'ont rien de rassurant ; et l'on ne voit pas que la personne humaine ait gagné à se livrer à telle mystique, « excitation collective, passionnée, plus sentimentale que rationnelle, plus instinctive que réfléchie. » Mais la réprobation que soulèvent justement ces aberrations ne doit pas rejaillir sur cette force saine et bienfaisante que serait une mystique de bon aloi. Le R. P. en propose cette définition : « Un état de psychologie collective fait de conviction et de conscience, d'enthousiasme et de résolution, et tendu vers l'action et les conquêtes. Parlant des seules mystiques vraiment humaines, ce sont les conquêtes morales qu'il faut entendre ici, alors même — ce sera le cas pour la mystique familiale — qu'il y a des obstacles matériels à écarter. »

Il y a donc dans la mystique un élément idéologique et un élément affectif ; elle est saine quand,

dans une atmosphère de vérité, il y a proportion entre ces deux éléments. Pour créer une mystique familiale, il faut donc disposer d'une idée juste et assez simple pour rallier les esprits ; en même temps assez belle, assez prenante pour susciter l'enthousiasme. Or « l'enthousiasme, c'est ce qui manque peut-être le plus au mouvement familial ». Cependant une mystique familiale est en train de naître :

« Déjà... elle inspire le double mouvement *Jociste* et *Lociste*. La L. O. C. qui groupe les familles ouvrières, montre dès à présent la double efficacité de la mystique : bienfaisante aux familles particulières qui y participent, et rayonnante aussi, rayonnante surtout dans le milieu ouvrier.

Aux premières, elle communique la ferveur, la générosité, l'esprit de sacrifice, qui rendent plus claire la vision du devoir et plus facile l'emprise d'un haut idéal. A ce titre, de pareilles familles deviennent bientôt des modèles, des entraîneuses. Leur vie quotidienne témoigne en faveur des vertus familiales et de leur aptitude à procurer le bonheur.

Le « milieu » — et l'on sait aujourd'hui la valeur de ce mot au regard de l'Action Catholique, — pourvu que le groupe *lociste* ne se replie pas sur lui-même, le milieu ne tardera pas à se sentir touché, puis lentement pénétré par l'influence morale... »

Où trouver la formule de notre mystique familiale ? Certainement pas auprès de l'Etat. Son influence chez nous a d'abord été funeste à la famille ; et s'il a, depuis quelques années, accordé un peu d'attention aux problèmes familiaux, le résultat en est mince. Au reste, les Etats totalitaires nous montrent des manières de prendre la famille en tutelle qui ne sont pas encourageantes :

« Sans doute l'Allemagne et l'Italie ont obtenu, par des moyens souvent fort bien appropriés, un relèvement de leur natalité. La *Wille zum Kind* (« Vouloir l'enfant ») a fait des miracles, mais beaucoup plus au profit de l'Etat que des familles. La différence entre une action « *nataliste* » pure et une action « *familiale* » éclate ici. La mystique belliciste et impérialiste, qui demande moins des hommes que des soldats et des colons, fait bon marché de la vie familiale et de l'autorité des parents. Qui n'a pas entendu la grande plainte des pères et des mères de famille allemands ? Et que pensent les mères italiennes de tous ces appels à la guerre, qu'une vraie mère aura toujours en exécration ? *bella detestata matribus*...

Ce n'est donc pas à l'Etat, le nôtre n'en a cure, que nous demanderons de définir notre mystique. Nous avons cette bonne fortune... dans notre infortune, d'avoir à portée de la main, vivante, efficace, et même dans ses effets démographiques, *une mystique de chez nous*. Elle est aussi douce que forte ; elle est surtout spiritualiste et chrétienne. Nos « cousins », les Canadiens français, l'ont conservée depuis près de deux siècles, sur les bords du Saint-Laurent. »

Le christianisme offre donc la formule désirée, formule bien française, dont « beaucoup de familles de chez nous conservent le dépôt, — mais trop jalousement, comme on met le boisseau sur la flamme. »

L'idéal chrétien, c'est d'abord une vision d'ordre : la famille, fondée sur le mariage indissoluble, groupée sous l'autorité de son chef, sans détriment pour la dignité des personnes, sanctuaire où chacun des membres trouve son développement normal et son bonheur, cellule antérieure à l'Etat et douée de droits imprescriptibles. Et cet ordre se réalise dans l'amour : car notre doctrine présente « une conception de l'amour si haute, si noble, si humaine, qu'elle devrait l'emporter sans peine (sur le matérialisme jouisseur), si elle pouvait être présentée partout dans toute sa beauté [9]. » Enfin, plus qu'une doctrine, le christianisme apporte une source à cet amour, en même temps qu'il le surnaturalise : car le sacrement de mariage rend l'amour humain participant de l'amour généreux et divin du Christ pour son Eglise.

Dans ces perspectives élevées, l'amour est naturellement fécond ; et ainsi la recherche de la morale familiale apporte du même coup la solution la plus efficace au fléau de la dénatalité. L'auteur, en effet, l'a noté au passage :

« (Mystique) *familiale*, soulignons le mot, et non point *nataliste*. Nous n'entendons point ouvrir ici une polémique que nous jugeons sans objet. Les deux problèmes : restauration de la famille et relèvement de la natalité, se tiennent étroitement. Les opposer serait aussi maladroit que déraisonnable. C'est un fait toutefois qu'ils ne se posent pas sur le même plan. L'un précède l'autre et le commande. Il a droit à la priorité, celle de la cause sur l'effet attendu.

Du point de vue tactique lui-même, n'est-il pas évident que les arguments utilitaires, noblement utilitaires, des campagnes « natalistes » : grandeur et sécurité du pays, dignité et puissance des foyers, et plus encore les démonstrations scientifiques, ne touchent qu'un petit nombre d'esprits ? On peut se demander s'ils n'ont pas atteint la limite de leurs conquêtes.

L'idée familiale, incarnée dans la nature humaine, est accessible à tous. Aux appels à la repopulation pour les besoins de la défense nationale, la riposte est trop facile : « Chair à canon ». Les formules mathématiques sont discutées par les savants ; elles touchent peu le public...

Au reste, qu'on se rassure, un bon arbre donnera toujours de bons fruits. Soignons les arbres, la sève coulera. Favorisons et moralisons les familles — la morale c'est aussi la santé, — la vie se multipliera. »

En préconisant une « mystique familiale » le R. P. ne repousse pas les réformes utilitaires ; mais jamais elles ne sauraient suffire, dit-il. Ecoutons sa conclusion :

« Aux plus décisifs instants de son histoire, c'est toujours dans son cœur bien plus que dans son esprit, que la France a trouvé le ressort de ses élans. La mystique familiale que nous avons essayé de définir s'adresse au cœur.

Nous sommes aujourd'hui au plus bas ; les statisticiens nous le montrent par leurs graphiques si parlants. La famille est toujours opprimée ; les pères de famille le clament à juste titre dans leurs congrès. C'est affaire aux pouvoirs publics et à l'initiative des hommes généreux de réparer les torts et de préparer le tremplin des rebondissements.

Mais *la force de rebondir est ailleurs*. Elle est dans la foi en la famille ; dans la conviction que rien ici-bas, autant qu'elle, ne peut organiser le bonheur durable. Elle est dans le cœur des mères qui garde le secret des dévouements ; dans l'âme des jeunes qui s'obstinent à l'espoir et qui ambitionnent de bâtir leur foyer, cette grande chose, sur le seul fondement inébranlable de la vertu. »

* *

3. — Dans le domaine syndical, une nouvelle Confédération a fait son apparition et réussi à retenir l'attention publique : la *Confédération des Syndicats Professionnels Français* (S. P. F.). Le

[9] Ici le R. P. rend un hommage mérité à l'abbé Viollet, fondateur de l'A. M. C., et apôtre inlassable de cet idéal.

fait s'impose et doit être enregistré par quiconque tient à suivre le mouvement ouvrier. Il requiert spécialement notre attention à raison du malaise, et l'on peut dire du « *cas de conscience* » qu'il a posé dans les milieux catholiques.

Mais où trouver les renseignements qui permettraient, au dessus des passions partisanes, de se prononcer en toute impartialité ? Le R. P. Robinot-Marcy s'est livré à une longue enquête, interrogeant les personnalités syndicales, dépouillant les tracts et articles de journaux, étendant ses investigations à tous les milieux, à toutes les régions. Le résultat de ce travail tient dans un substantiel article des *Dossiers de l'A. P.* (10 nov. 1938). On ne résume pas un tel exposé, dont l'intérêt vient de la masse des témoignages recueillis ; du moins reste-t-il possible d'y faire une glane : renseignements et conclusions seront utiles à nos lecteurs.

Les origines des *Syndicats Professionnels* remontent au mois de juin 1936. Dures journées que vécurent les ouvriers et employés réfractaires à l'obédience cégétiste. Comme sur les syndiqués chrétiens, la haine s'acharna sur les adhérents au mouvement « Croix de Feu ». C'est alors que le colonel de La Rocque décide de créer, à l'intérieur de chaque usine ou entreprise, un syndicat qui groupera les membres de son mouvement et ceux qui voudront s'y joindre. Le 5 juin 1936, le premier syndicat de firme est fondé. A Paris, de nombreux syndicats surgissent ; le mouvement gagne la province. Ces syndicats de firme, d'abord sans lien entre eux, sinon celui du parti qui les suscitait, ne tardèrent pas à se grouper en syndicats départementaux, en Unions régionales. Finalement se dressa une organisation nationale, sur un plan analogue à celui de la C. G. T. ou de la C. F. T. C. Le premier congrès des S. P. F. se tint à Paris, le 23 juillet 1937 ; ce fut un succès et le point de départ d'une nouvelle progression. Le deuxième congrès s'est tenu à Marseille, le 9 septembre dernier.

« Sept cents délégués y accoururent, représentant 1.070 syndicats départementaux de branches de production, au lieu de 511 l'an dernier ; 32 fédérations nationales de branches ; 84 secrétariats départementaux. — Si nous en croyons les chefs du mouvement, les effectifs actuels dépasseraient 800.000 cotisants... » [1].

Quelle est la doctrine des S. P. F. ? Les premiers syndicats n'en avaient pas. Ils étaient « antimarxistes », c'est tout. C'était bien peu, il faut l'avouer. La nouvelle Confédération a comblé cette lacune. Elle proclame d'abord sa *neutralité politique et religieuse*. « Le syndicalisme S. P. F... tient d'abord à rester sur le terrain professionnel pur, c'est-à-dire à se dégager de toute idéologie politique ou même religieuse, afin d'être accessible à tous les travailleurs de bonne foi » (extrait d'un tract, cité p. 1657). — A l'encontre de l'internationalisme marxiste, les S. P. F. affirment leur *nationalisme*. — Ils sont *familiaux* et réclament un salaire familial et le retour de la femme « parmi ses enfants au foyer ». — Ils sont partisans de la *collaboration des classes* : « A la lutte des classes, inhumaine parce que fratricide, il faut substituer, puis appliquer le principe de collaboration. » — Avant de formuler des revendications précises, ajoutent-ils, il faut *tenir compte des lois et des possibilités économiques*.

Cette doctrine est, dans l'ensemble, très voisine de celle que professent les syndicats chrétiens ; elle peut rallier l'approbation de catholiques. D'où vient donc le malaise ? Et pourquoi parler de « cas de conscience » ?

Les S. P. F. reprochent aux chefs syndicalistes chrétiens « leur apathie criminelle devant la vague de désordre qui submergeait la France en 1936 », leur platitude devant les pouvoirs publics, leur stagnation devant le progrès social. Ne perdons pas notre temps à réfuter ces assertions ; nos lecteurs, pour autant qu'ils connaissent le syndicalisme chrétien, feront eux-mêmes le redressement. Au reste, ce sont propos méchants échappés dans l'ardeur de la polémique ; oublions-les. Mais il y a plus. Les S. P. F., non contents de professer leur indépendance à l'égard du problème religieux, contestent la formule du syndicalisme chrétien. « Qu'est-ce que signifie cette formule : Syndicats chrétiens ? » demandent-ils parfois.

« Est-ce « syndicats de catholiques » ? Telle serait bien, à les entendre (c.-à-d., selon les S. P. F.), la formule que préconisaient les Souverains Pontifes quand ils demandèrent aux catholiques de s'unir de préférence uniquement entre eux. Mais, remarquent-ils, cette formule n'est pas celle de la C. F. T. C. puisque, sans doute pour faciliter son recrutement, ce syndicat n'exige pas que ses adhérents soient « notoirement catholiques ». De fait, il a parmi ses membres non seulement des protestants, mais aussi des israélites, des libres-penseurs, des musulmans...

La signification serait-elle de « syndicats à principes chrétiens » ? Alors pourraient en faire partie tous ceux qui se présentent, chrétiens ou non, pourvu que ceux-ci acceptent la doctrine sociale de l'Eglise catholique pour base de leur action ? [2]. Mais, protestent les S. P. F., cette formule est, elle aussi, inadmissible. Elle est inadmissible, parce que comment, par exemple, un musulman adopterait-il les principes syndicalistes chrétiens en matière familiale ?

Pourquoi de telles chicanes, sinon pour diminuer la confiance des catholiques à l'égard de la C. F. T. C. et pour freiner ainsi le recrutement d'un concurrent ? »

Les *Syndicats Professionnels* dénoncent enfin les collusions de la C. F. T. C. avec les syndicats marxistes et, par contre, son opposition systématique à tout ce qui porte la marque S. P. F.

« Que certains des reproches adressés à des syndicats de la C. F. T. C. soient réellement fondés, c'est possible, et nous le disons d'autant plus simplement que chacun connaît nos sentiments à l'égard du syndicalisme chrétien. Mais quelle est donc l'organisation comptant 500.000 membres qui, mêlée en pleine croissance à des événements aussi complexes, pourrait se vanter qu'aucun de ses adhérents et même de ses militants n'a jamais commis une erreur ? Nous attendons qu'on nous le signale, et nous disons que, d'une manière très générale, la C. F. T. C. a su depuis deux ans répondre pleinement à la confiance que les catholiques de France avaient placée en elle. »

Ecoutons maintenant la C. F. T. C. Elle précise son attitude à l'égard des Syndicats Professionnels,

[1] Que valent ces chiffres ? Peut-on s'y fier ? On peut se le demander, car d'autres statistiques concernant les délégués du personnel, sont manifestement erronées. Voir les documents fournis par les *Dossiers* (p. 1665-1667). Il reste que la progression des S. P. F. a été considérable.

[2] « Telle est de fait la position de la C. F. T. C. : position qui, du point de vue doctrinal, a la pleine approbation de l'épiscopat. » (Note du P. Robinot-Marcy).

dans un article écrit par un de ses militants, M. Bouladoux, et cité par le P. Robinot-Marcy :

« Les Syndicats chrétiens se refusent à considérer en bloc tous les syndicats neutres. Condamnant résolument tout syndicat « jaune » comme une intrusion inadmissible du patronat sur un terrain qui n'est pas le sien, s'élevant vigoureusement contre la dépendance politique de certains groupements professionnels, la C. F. T. C. admet que des organisations réellement indépendantes puissent exister, à l'image de celles qui fonctionnent en France depuis de longues années. Mais le fait qu'elle observe une extrême réserve vis-à-vis de ces groupements ne doit pas nous étonner. On comprend, en effet, que la politique de collaboration de classes prônée et poursuivie effectivement par la C. F. T. C. exige des parties en présence une rigoureuse liberté d'action, une indépendance réciproque totale... S'il en était autrement, la collaboration, on le devine, ne serait, pour les salariés, qu'un marché de dupes. »

La C. F. T. C. reconnaît que les S. P. F. cherchent à se désolidariser du patronat et le proclament hautement Néanmoins plusieurs faits, rapportés dans l'enquête, établissent une solide présomption de cette connivence : d'où la méfiance des vieux routiers du syndicalisme. D'autre part, la présence du syndicat neutre a nui, en plusieurs endroits, au développement du syndicalisme chrétien, détournant les catholiques qui normalement lui seraient venus. Enfin il y a les attaches politiques de la jeune Confédération au P. S. F.

On a entendu les griefs réciproques. Que faut-il conclure ? S'il faut apprécier la solidité et donc la confiance que mérite ce mouvement, écoutons le R. P. Robinot-Marcy :

« L'avenir des S. P. F. est-il bien assuré ? Leur accroissement actuel est-il un gage de durée ? La plupart de ceux qui s'y enrôlèrent l'ont-ils fait vraiment par conviction ? Peut-on dire qu'ils soient des « sociaux » ? Leur adhésion n'aurait-elle pas eu surtout un motif politique : celui de s'opposer à la puissance grandissante de la C. G. T. marxiste ? Mais si celle-ci venait à s'effriter, si une scission divisait de nouveau la *Confédération Générale du Travail*, n'est-il pas probable qu'on assisterait à une rapide débandade des *Syndicats Professionnels Français* ? D'autant que leurs troupes sont loin d'être homogènes... Ce manque d'homogénéité ne serait-il pas la conséquence de la neutralité syndicale ? Ce n'est pas sans danger qu'on déclare vouloir se consacrer uniquement à la défense des intérêts matériels et moraux de la profession, en dehors de toutes opinions philosophiques ou sociales ! Croit-on que c'est avec une telle absence de principes directeurs qu'on se prépare à l'élaboration et à la construction d'un ordre social nouveau ? »

S'il faut maintenant fixer une ligne de conduite à la conscience du chrétien, pas d'hésitation possible. Qu'on se souvienne des encouragements prodigués par l'épiscopat français aux syndicats chrétiens, précisément depuis 1936. Qu'on se souvienne des consignes très nettes venues du Saint-Siège, dans la Lettre à Mgr Liénart et dans *Quadragesimo Anno*, sur la question des syndicats neutres. Cette doctrine, le cardinal Maurin la rappelait en ces termes :

« Un travailleur chrétien ne peut, en conscience, donner son adhésion à des syndicats socialistes et communistes. Quelle doit être son attitude à l'égard des syndicats dits professionnels qui se fondent en ce moment et qui ne nourrissent aucun sentiment d'hostilité contre l'Eglise et la religion ? Ces syndicats ne sont pas condamnés et ils ne peuvent l'être. Il est donc permis d'y adhérer ; *mais, nous adressant à des travailleurs chrétiens, nous les exhortons vivement à donner leur préférence à des syndicats qui*, ayant pour but, conformément à la loi, la défense des intérêts de la profession, *se préoccupent en même temps des besoins religieux et moraux* de leurs membres. C'est la recommandation que n'ont cessé de faire les Souverains Pontifes : « Les catholiques, a dit Léon XIII, doivent s'associer de préférence à des catholiques. » — « Quant aux associations ouvrières, a déclaré à son tour le Pape Pie X, bien que leur but soit de procurer des avantages temporels à leurs membres, celles-là cependant méritent une approbation sans réserve et doivent être regardées comme les plus propres de toutes à assurer les intérêts vrais et durables de leurs membres, qui ont été fondées en prenant pour principale base la religion catholique et qui suivent ouvertement les directions de l'Eglise. » Benoît XV et Pie XI ont tenu le même langage et recommandé exclusivement les syndicats chrétiens [3]. »

Sans condamner les syndicats neutres, il reste donc que le devoir des catholiques est de donner leur préférence aux syndicats chrétiens, qu'il s'agisse de fondation ou d'adhésion.

Est-il besoin d'attirer l'attention sur les opportunités créées par la débandade qu'a provoquée dans les rangs cégétistes l'échec de la grève générale du 30 novembre ? Que n'aurions-nous pas à redouter, pour un avenir plus ou moins proche, si les effectifs libérés de la contrainte marxiste, ou restaient dans un isolement combien dangereux, ou allaient grossir des organisations formées et maintenues sous le signe de la neutralité !

* *

4. — Penchés sur le problème de nos discordes, ou en quête d'une mystique familiale, ou appliqués au cas de conscience que pose l'appel d'un syndicat neutre, en dernière analyse nous rencontrons des difficultés provenant d'un manque d'esprit chrétien Comme nos discordes, si explicables qu'elles soient par l'infirmité naturelle, seraient vite apaisées ; comme les familles seraient heureuses et fécondes ; comme le syndicalisme chrétien (tant ouvrier que patronal d'ailleurs) se serait depuis longtemps imposé dans la cité moderne, — si chacun des chrétiens avait été plus fidèle à son Evangile, plus docile à celui qui en est ici-bas l'interprète autorisé, le Pape !

Aussi, en manière de conclusion, recueillerons-nous comme toujours opportunes quelques réflexions de M. l'abbé Thellier de Poncheville, sur *la Résistance aux enseignements de l'Eglise* (*Chronique Sociale*, octobre 1938). Il nous représente ces chrétiens tièdes, ou parfois pratiquants ardents, mais « restés attachés à leurs idées personnelles qu'ils jugent plus raisonnables » ; il leur en coûterait de les abandonner, ou même gardent-ils « la secrète persuasion de s'y connaître plus que la Mère de leurs âmes et de savoir mieux qu'elle les limites où son magistère aurait dû se confiner. »

« L'auguste parole qui retentit sur les lèvres de la hiérarchie catholique n'a plus pour eux le privilège d'une

[3] Cité dans les *Dossiers*, d'après *La Croix* du 30 juin 1936. Nous avons tenu à reproduire cette citation, car certains journaux S. P. F. s'en sont prévalus contre les syndicats chrétiens. Il est vrai qu'ils interrompaient la citation au passage que nous avons mis en italique. La pensée de l'éminent prélat s'en trouvait travestie, le lecteur non averti restant sous l'impression d'une approbation sans réserve. — Voir *Q. Anno*, édit. Spes, n. 38.

vérité religieuse, qui s'impose à leur créance. Ils prennent avec elle autant de liberté qu'avec les propos d'une simple autorité humaine dont on peut contester l'exactitude... Une encyclique sociale ne représente pas pour ces chrétiens défaillants quelque chose de beaucoup plus décisif que le manifeste d'un parti politique. Ils en discutent le commentaire donné dans un communiqué épiscopal avec la même indépendance d'esprit qu'un article de revue, voire de journal. Avant de se prononcer sur ces enseignements de leurs chefs spirituels, ils attendent de savoir ce qu'en pense leur quotidien ou leur hebdomadaire favori. Accordant à des conseillers étrangers une confiance qu'ils ne mettent plus en leur Educatrice divine, ces enfants égarés se laissent peu à peu, sous cette influence maligne, détourner d'elle, parfois même tourner contre elle. Ils en viennent à contredire et à contrecarrer l'action régénératrice qu'elle poursuit au sein de la société, dénonçant comme une cause de trouble ses efforts pour restaurer l'ordre véritable et l'accusant de mettre en péril la civilisation que sa prudente intrépidité peut seule préserver de l'écroulement. »

Résultat : ces demi-croyants ont perdu « la fierté filiale » de ceux qui suivent le développement de la doctrine de l'Eglise, les progrès de son influence. Et leur attitude chagrine et corrosive déteint autour d'eux « dans leur foyer, dans leur pays » :

« Car leur langage morose opère de profonds dommages au cœur des jeunes générations où il ébranle la tradition ancestrale de fidélité chrétienne... Ces libres propos se tiennent à la table familiale. Des périodiques qui les alimentent de leur documentation tendancieuse, souvent fantaisiste, parfois mensongère, traînent sur un meuble du salon. L'âme d'un petit enfant peut recevoir là une première flétrissure et sa vénération religieuse en être blessée pour toujours...

Ne nous étonnons pas, après cela, s'il grandit sans plus savoir ce qu'est la déférence due aux aînés, ni la soumission aux supérieurs. Un père, une mère ont blâmé devant lui les consignes de leur Evêque, l'attitude d'un Cardinal, l'enseignement du Souverain Pontife : d'où leur viendrait à eux-mêmes le privilège d'échapper à la loi commune qui autorise désormais cette critique universelle ? Et comment justifieraient-ils aux yeux de leur fils ce devoir de docilité et de respect dont ils se sont exemptés les premiers à l'égard même de leurs Pères dans la foi ? »

Le principe d'autorité est de même ruiné dans la cité française. Aussi le dernier mot sera de nous mettre à la disposition du Christ, « en pleine conformité avec son Evangile et en pleine docilité à son Eglise, pour réaliser son programme reconstructeur d'une chrétienté. »

III. — Bibliographie

1. — Le livre de M. Ch. Bodin : *La doctrine sociale de l'Eglise et la Science économique* (131 p. in-12, Spes, 7 f. 50), est de ceux dont il faut saluer la publication avec la satisfaction la plus entière. Il est trop vrai qu'on s'est parfois aventuré sur le terrain de l'action sociale, aussi attirant par la vie qui s'y déploie que dangereux par tout ce qu'il recèle d'embûches, avec une préparation insuffisante. Il s'agit d'hommes, et souvent d'hommes dignes de toute sympathie, à qui l'on rêve de faire du bien. Mais il s'agit de choses aussi, de réalités qui ne se laissent pas malaxer et pétrir selon les convenances d'un chacun. Il est tout à fait puéril, infiniment dangereux, d'entreprendre de faire du bien aux hommes si l'on ne connaît pas les lois des choses auxquelles on ne commande, Bacon l'a dit, qu'en leur obéissant.

La science économique, c'est précisément la science de l'efficacité de l'effort appliqué à la production et à la répartition des biens nécessaires ou utiles à la vie des hommes vivant en société. Cette science, *comme science*, est de date relativement récente, et il faut reconnaître qu'elle est assez mal partie, le libéralisme économique étant l'évidente caractéristique des premières doctrines économiques. Elle n'en répond pas moins à une exigence impérieuse de l'esprit humain. Et c'est une rare bonne fortune que d'en avoir ici les lois essentielles exposées avec la maîtrise et la clarté que pouvait apporter en un tel sujet l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Rennes.

Ces leçons furent d'abord données en conférences au Secrétariat Social de Rennes, avec la haute approbation de Mgr l'Archevêque : c'est dire qu'elles sont abordables au commun des lecteurs, et pas seulement aux spécialistes. Elles établissent l'harmonie réelle qui existe entre la science économique et la doctrine sociale de l'Eglise, permettant aux ouvriers de l'apostolat social de rejoindre ceux qui leur ont souvent reproché, pas toujours sans raison, de parler de choses qu'ils ignoraient. Ce petit livre est capable d'assurer à beaucoup une efficacité que n'ont pas encore connue leurs louables efforts.

2. — Nous retrouvons l'apostolat social proprement dit avec *Le Jardin flétri* de Céline Lhotte et Elisabeth Dupeyrat (224 p. in-12, Bloud et Gay, 18 f.). C'est une étude sur l'enfance délinquante. On y trouvera donc à satiété des *cas* typiques excellemment choisis pour permettre au lecteur de se faire une juste idée de cette plaie, qui est aussi une honte pour la société qui la laisse subsister.

Mais les deux courageuses chrétiennes qui ont écrit ces pages sont plus et mieux encore que des enquêteuses sociales. Femmes au grand cœur et éducatrices comme on en voudrait beaucoup, elles ont, des faits constatés, des confidences reçues, des témoignages recueillis, dégagé des enseignements de la plus haute portée. Bien sûr, on en peut et doit faire son profit dans les maisons de redressement et de rééducation auxquelles sont confiées les pauvres épaves ramassées par les tribunaux d'enfants. Pourtant, ailleurs encore ce livre doit être lu, médité. Non seulement parce que plusieurs des « histoires vécues » ici rapportées se situent dans la « Société » ; mais aussi parce que certains états d'âme comportent des degrés variés à l'infini et que tous les éducateurs pourront utilement faire, en face de l'une ou l'autre page, un examen de conscience. Et n'est-ce pas une pierre de touche infaillible du bon éducateur que cette disposition habituelle à se juger lui-même pour pouvoir sans cesse se mieux adapter ?

3. — Il y aurait moins d'enfants malheureux, délinquants, si les foyers étaient chrétiens. On a même l'impression d'être un peu ridicule en répétant cet aphorisme. Par contre, comment ne pas louer vivement l'éducatrice au nom déjà très avantageusement connu, Marguerite Baur, pour les causeries si bienfaisantes auxquelles elle a donné pour titre *L'Amour au foyer* (126 p. in-12, Spes, 9 f.) ? Ces pages sont comme un vade-mecum inappréciable pour les époux et pour les candidats au mariage. Ils y trouveront des enseignements d'une exactitude et d'une élévation remarquables, des conseils et des jugements pleins de sagesse et d'à-propos, des exemples concrets enrobant les leçons les plus opportunes, comme cet appel à l'égalité d'humeur, au bon moral, à propos de la préparation... des confitures. Petit livre qui fera plaisir en faisant du bien, beaucoup de bien.

4. — *Verba movent, exempla trahunt.* Ils le savaient bien les lecteurs qui tant de fois nous demandèrent des biographies exaltantes, entraînantes, bien faites pour plaire surtout aux jeunes. M. F. Delvaux nous en offre un beau florilège sous ce titre : *On dirait des saints* (188 p. in-12, Bloud, 15 fr.). Il y en a de toutes les conditions, de tous les milieux, de tous les âges, de l'un et l'autre sexe. Tel est canonisé déjà, tel autre, martyr de sa foi au Mexique, pourrait bien l'être demain. Ceux qui ne seront jamais honorés qu'à l'*et alibi* du **Martyrologe ne** sont pas tous les moins touchants.

Ces courtes biographies, ramassées en quelques pages pleines d'entrain et de vie, rendront aux éducateurs de très bons services. Les histoires vraies sont toujours les meilleures.

5. — En voici encore et qui sont sorties, cette fois, de la plume d'un académicien : M. Georges Goyau. *Les Apôtres du Christ et de Rome* (240 p. in-12, Spes, 15 f.) dont il fixe ici la mémoire sont tous des missionnaires, à l'exception (mais en est-ce bien une ?) des martyrs de l'Ouganda, gloire de l'apostolat missionnaire en Afrique noire. Eux aussi ont vécu sous des cieux bien divers, en des époques aussi dissemblables que celle où Philippe III chassait les Maures d'Espagne et celle où notre République s'illustrait à sa mode en d'autres expulsions. Sans trop se mettre en peine des régimes que se donnaient les hommes, dont ils savaient bien la précarité, collaborant avec eux toutes les fois que ce leur était possible pour une œuvre de civilisation et de progrès humain, les « apôtres du Christ et de Rome », les Marquette, les Leloutre, les Dorgère, dont le nom reste béni des populations parmi lesquelles ils se dévouèrent, ont été grands parce que et dans la mesure où ils ont aidé les hommes à cultiver en eux ces valeurs spirituelles que d'aucuns bafouent aujourd'hui, mais qui restent le fondement nécessaire de tout ce qui sur terre mérite de durer.

6. — Encore une admirable figure, et qui certes méritait bien d'être remise en pleine lumière, que celle de *Belzunce*, l'héroïque évêque de Marseille lors du grand drame de la peste en 1720. Elle nous est ici présentée par un maître écrivain, M. Armand Praviel (250 p. in-12, Spes, 12 f.), exactement le peintre qu'il fallait pour faire un tel portrait. La Marseille du XVIII^e^ siècle, déjà « puissante et fortunée », revit sous nos yeux en des pages inondées de lumière, toutes bruissantes du crissement obstiné des cigales. L'atroce épisode de son histoire où la grande cité faillit périr, perdant en trois mois la moitié de sa population, les pitoyables défaillances de quelques-uns, la générosité magnifique du grand évêque qui écrivait à un ami : « Je suis à sec, et je ne pourrai plus résider à Marseille l'hiver prochain », ses courses infatigables dans les quartiers les plus misérables, « tous les jours sur les pavés », au témoignage d'un contemporain, tout cela fait un récit du plus haut intérêt en même temps qu'un enseignement magnifique.

Placez sans crainte ce livre en toutes les bibliothèques paroissiales : il n'est pas de ceux qui risquent d'y moisir.

7. — N'était-ce pas une gageure que d'écrire après le P. Auffray *La fidèle histoire de S. Jean Bosco* (315 p. in-12, Spes, 18 f.) ? M. Pierre Cras l'a tenté. Que le P. Doncœur ait consenti à présenter son livre est l'indice qu'il valait d'être écrit. La vie du saint est désormais assez connue chez nous pour qu'il ne soit plus nécessaire de la redire. Notons pourtant que pèlerin des pays et des sanctuaires où il vécut et pria, l'auteur a pu encore entretenir des témoins survivants de sa prodigieuse carrière, et même traduire en français pour la première fois des fragments autobiographiques de son héros.

Mais ce qu'on retiendra surtout de ce livre, où la simplicité sans apprêt ni artifice aucun, bien loin de nuire à l'intérêt, ne fait que le mieux assurer, c'est l'exemple splendide de ce prêtre qui tout de bon, toujours et en tout, *a cru à l'Evangile*. « Croire à l'Evangile de Jésus-Christ, et non pas aux sagesses de ce monde. Croire à la pauvreté et non à la richesse, croire à la douceur et non pas à la violence, croire à l'amour et non pas à la guerre ! Quelle révolution dans nos cœurs et puis, de là, dans le monde ! » Ces lignes du P. Doncœur ne disent-elles pas excellemment la valeur sociale d'un tel livre ?

8. — Voici maintenant deux documents de peu de pages, mais de brûlante actualité, que nous offrent les Editions du Cerf : deux consultations théologiques sur *Le Problème de l'Individu et de la Société* et *Le Problème de l'expansion*. Il faudrait tout ignorer des prétentions et revendications des régimes totalitaires (pareille ignorance serait-elle encore possible aujourd'hui ?) pour se demander la raison de ces études. Elles ne sont que les conclusions essentielles de consultations rendues par un groupe de théologiens de nationalités diverses, adaptant aux conjonctures actuelles l'enseignement traditionnel de l'Eglise. Nous avons présenté et même utilisé ailleurs une première étude de ce genre (*Ami* 1932, p. 434). Aux esprits sérieux, préoccupés d'échapper aux jugements hâtifs ou passionnés, soucieux de donner à leur pensée cette rectitude qui est, aussi bien, une condition essentielle de stabilité, ces brochures sont destinées. Souhaitons-leur beaucoup de lecteurs

9. — Bien différente dans la manière, aussi actuelle et combien émouvante, la brochure de M. Allard : *Demander pardon aux morts* (50 p. in-12, Desclée de Brouwer). Ce sont les réflexions douloureuses, humiliées, courageuses aussi, d'un cœur vraiment chrétien en face des crimes qui se perpètrent partout, de la haine qui sourd de toutes parts et déferle sur notre pauvre monde, vingt siècles après que le message évangélique lui fut apporté. Si l'on estime que pour changer le monde il faut d'abord changer les cœurs, on n'hésitera pas à reconnaître en ces pages une bonne œuvre.

10. — Voici maintenant des instruments de formation pour les tâches qui nous appellent.

Sous ce titre : *Comment se cultiver* (111 p. magnifiquement éditées, splendidement illustrées, Edit. de la J. E. C. F., 24, rue St-Martin, Paris 3^e^ ; 7 f. 50), M. le chanoine Tiberghien offre à ces jeunes qu'il aime le fruit de l'expérience qu'il acquit parmi eux. En trois parties qui successivement définissent la culture, en exposent les moyens, en décrivent les occasions, si souvent ignorées ou négligées, l'auteur nous donne un manuel aussi précieux que simple de formation, intellectuelle d'abord, bien sûr, mais morale aussi par contre-coup, grâce auquel en s'humanisant vraiment nos jeunes deviendront les hommes dont le besoin se fait de plus en plus impérieusement sentir partout. Impossible, à qui rencontrera ce petit livre, de résister à son charme.

11. — M. le chanoine Glorieux poursuit de son côté son œuvre bienfaisante d'éducation chrétienne, dont nous avons ici marqué les étapes successives. *Notre Chef le Christ* (263 p. in-12, Edit. jocistes, 10 f.), fondant ensemble les quatre évangiles, en fait une vie de Notre-Seigneur. Certes, le procédé n'est pas nouveau. Le mérite de ce petit livre est d'offrir au lecteur, dans un récit vivant très simple, très digne aussi pourtant, une physionomie du Maître et une description de son œuvre qui captivent l'esprit et qui conquièrent l'âme. Chaque génération a sa langue, qu'il faut savoir pour en être entendu. M. Glorieux la possède à la perfection, et on peut l'apprendre de lui.

C'est spécialement aux prêtres qu'il destine les réflexions qu'il a réunies sous ce titre : *Dans le prêtre unique* (189 p. in-12, même édit., 10 f.). Il y expose ce qu'est notre sacerdoce en le situant exactement, comme il le faut, entre le Christ qui en a fixé la loi et les hommes de ce temps-ci, dont les besoins réels, concrets, précisent les modalités et l'étendue de notre devoir actuel. Si séduisante, si captivante qu'elle soit d'autre part, l'Action Catholique a des exigences redoutables. M. G. qui les a bien mesurées nous permettra de faire honneur aux obligations qui en découlent pour nous.

12. — Cette fois c'est aux entraîneurs laïcs que s'adresse M. l'abbé Pihan dans *Pour former vos chefs d'équipe* (116 p., Edit. Ogéo, 31, rue de Fleurus, Paris 6^e^ ; 10 f.). Le but de ce petit livre est très exactement défini par M. l'abbé Courtois dans la préface. Après avoir rappelé « le dilemme poignant qui attend demain nos petits gars d'aujourd'hui : *ou apôtres ou apostats...* », il ajoute : « Une immense espérance soulève en ce moment nos

patronages de France. Grâce à *Cœurs Vaillants*, nos petits gars ont le sentiment d'appartenir à une grande famille et de constituer une force puissante qui les remplit d'enthousiasme et de fierté. Il s'agit d'en faire des chrétiens militants, logiques avec les exigences de leur Baptême et de leur Confirmation. Comment leur révéler la joie de servir ? Comment leur apprendre leur beau métier de chefs ? » Ce livre montrera par quels moyens on y a déjà réussi. Et n'est-ce pas cela que demandent les hommes de bonne volonté ?

13. — Dans *L'enfance sacerdotale de Jésus* (255 p. in-12, Spes, 12 f.), ce n'est pas aux enfants par l'âge que s'adresse M. le chanoine THELLIER DE PONCHEVILLE, mais bien à ceux qui ont entendu et compris le « *Nisi efficiamini sicut parvuli* » et voudraient y répondre comme naguère Thérèse de Lisieux. Ce livre, bien dans l'esprit de nos Spirituels du grand siècle, a pour but de nous apprendre à « communier aux mystères » du Grand Prêtre divin en ses premières années terrestres, alors que la sublimité des dispositions se pare des charmes uniques de l'enfance. On voit quel thème magnifique ces mystères joyeux et douloureux dans le cadre de l'Evangile offraient à l'âme ardente, si apostolique de l'auteur. Or, il faut le redire, la pénétration intime de l'âme par l'esprit de l'Evangile est la plus essentielle condition de tout apostolat.

14. — Mais alors on est bien obligé de reconnaître aussi qu'un livre comme celui du R. P. SINEUX, O. P., *La Vierge dans notre vie* (236 p. in-12, Spes, 15 f.), n'est pas déplacé en cette Chronique. D'ailleurs c'est le dessein même de l'auteur de nous montrer « la Vierge Marie donnant l'exemple des vertus familiales et sociales ». Le thème n'est pas nouveau : pourquoi faut-il qu'il ait servi de prétexte à tant de pauvres développements littéraires sans grandeur et sans charme, peut-être tout simplement parce qu'ils étaient sans vérité ! Si quelqu'un aborde le livre du P. Sineux avec l'appréhension d'y retrouver les mêmes fadaises, il sera bientôt rassuré. Chaque chapitre nous présente Marie dans l'exercice d'une des vertus que requiert de nous, en notre vie quotidienne, notre profession de chrétiens. Bien sûr, les prérogatives uniques de la Mère de Dieu sont rappelées chaque fois qu'il en est besoin ; mais c'est bien moins pour l'instruction du lecteur que pour l'aider à trouver dans la vie admirable de Marie la réponse aux mille petits problèmes pratiques, d'une importance capitale en leur apparente insignifiance, que nous pose à tous la vie en société. Le sens social important plus encore que la science sociale, il faut souhaiter à ce livre de faire école.

15. — Nous en dirons autant des deux livrets exquis de M. l'abbé H. HONORÉ : *Cinq minutes avec Notre-Dame* et *Cinq minutes avec ton prochain* (105 et 145 p., Spes, 6 f. et 7 f. 50). Ces petits livres sont écrits pour les jeunes : leur style direct et franc, leurs traits et anecdotes si savoureux et pleins de sens, leurs mots d'ordre qui sonnent clair et lancent en avant, tout cela est compris à merveille pour aider nos collégiens, nos scouts et aussi les sœurs des uns et des autres, à réagir et à vivre en chrétiens, partout et toujours, dans un monde où l'on n'y est guère habitué. Et voilà qui est encore du meilleur apostolat social.

16. — Espérons qu'il ne se trouvera personne pour contester le caractère social du livre que consacre M. le colonel DE GAULLE à *La France et son armée*, non plus qu'à celui de M. Robert DE MAROLLES : *Aviation école de l'homme* (chaque ouvrage, 280 p. in-12, Plon, 18 f.). La collection *Présences*, qui présente l'un et l'autre, estime à bon droit que les problèmes de production et de répartition, auxquels d'ailleurs elle a su faire si belle part, ne sont pas les seuls que pose la vie des hommes en société.

Et de fait, si le Colonel parle de l'armée en soldat qui la connaît bien, qui l'aime, qui a conscience de *servir* encore en en parlant, ce n'est pas le moindre intérêt de son livre que de nous montrer en l'armée française, et cela tout au long de notre histoire, l'image de la France, l'expression de son génie, et comme la manifestation des vicissitudes diverses de notre vie nationale. Non certes que l'auteur soit le moins du monde enclin à réduire l'armée à un rôle... civil. Mais il sait être aussi profondément humain qu'il est bellement militaire et par surcroît écrivain de race. C'est ce qui assure à son livre un succès du meilleur aloi en tous les milieux où l'on conserve le culte des valeurs les plus hautes, au nombre desquelles il faut compter en bonne place l'amour chrétien de la patrie.

L'aviation aussi est un événement social. Et de quelle importance ! Qui donc a dit que si l'homme a fait l'avion, l'avion aussi fait l'homme ? Ne peut-il pas aider une génération qui en a bien besoin à retrouver le sens de l'effort, le goût du risque, l'amour de la discipline et de la continuité ? Qualités qui ont surtout à s'épanouir en d'autres domaines, c'est vrai, mais que de beaux exemples multipliés en celui-ci pourront encore stimuler heureusement, pourvu qu'y aide une éducation appropriée. Or, de ce livre il faut dire comme du précédent que le souci d'une parfaite exactitude technique n'a pas empêché l'auteur d'en faire une œuvre hautement humaine, intéressante et profitable pour tous. Et vraiment la préface, si suggestive d'ailleurs, que lui a donnée Michel Détroyat n'était nullement nécessaire pour apprendre aux lecteurs que l'auteur d'un tel livre est, comme on dit dans la langue du métier, *un as*.

17. — N'est-ce pas faire œuvre éminemment sociale que de mettre en garde les jeunes contre le mirage si dangereux de la fortune, où tant voient la condition essentielle du bonheur ? C'est à quoi tend une vivante comédie en trois actes pour jeunes filles de JEAN D'AVIGNON *Si j'étais riche* (77 p. in-12, Education intégrale, 7 f.). On y verra deux pauvres femmes, mère et fille, rebutées de toutes parts quand elles sont réduites à la misère, devenir l'objet de toutes les attentions et prévenances de leur entourage à l'annonce d'un héritage fabuleux, pour retomber au plus bas après rectification d'un chiffre démesurément grossi par erreur. Elles seront heureuses pourtant, mais d'un bonheur tout simple, d'une autre qualité que celui dont elles ont pu mesurer l'inconsistance : et elles savent que « le bonheur, ça ne s'achète pas, ça se gagne ». — Théâtre de patronage, bien sûr : on souhaiterait qu'il fût toujours aussi heureusement inspiré pour être aussi bienfaisant.

* *

Les six ouvrages suivants nous sont parvenus *in extremis* : et c'est l'unique raison pour laquelle ils viennent ici les derniers. Ils ont d'ailleurs entre eux ceci de commun qu'ils s'adressent aux militants de l'Action catholique et leur apportent des secours de la meilleure qualité.

18. — C'est d'abord *Dans le champ du Père*, de M. l'abbé MAZIOUX, missionnaire du travail et aumônier d'A. C. (215 p. in-12, Editions jocistes, 9 f.). C'est proprement un manuel de vie intérieure, qui a été vécu déjà avant d'être écrit, dont la lecture permettra de mesurer le chemin parcouru, les magnifiques progrès réalisés depuis quelques années dans nos méthodes de formation chrétienne. Les principes les plus traditionnels de la spiritualité sont ici présentés en conjonction étroite avec l'apostolat spécialisé des laïcs. Tout y vient, depuis les enseignements les plus élevés de la théologie, jusqu'aux directives pratiques pour la méditation et l'oraison, la lecture spirituelle, les retraites et récollections ; le tout présenté en un langage direct, vivant, éclairé de traits et de mots saisissants, tel enfin qu'on ne doute pas que cela soit pratique, ait déjà réussi. Peut-être nous manquait-il surtout hier de croire aux merveilleuses possibilités ouvertes devant nous par l'appel de tous les hommes au salut et à l'apostolat.